

Négociations sur l'accès aux médicaments essentiels : l'OMC tiraillée entre le commerce et la santé publique

La controverse autour de l'accès des pays pauvres aux médicaments essentiels ne traduit pas seulement la complexité intrinsèque de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Elle détermine aussi, et surtout, la ligne de partage entre les intérêts des pays riches et des pays pauvres, met en lumière les stratégies déployées par les premiers pour instrumentaliser les règles de l'OMC et les infléchir à leur profit et, finalement, dévoile la place peu honorable, presque inavouable, conférée aux questions sanitaires par rapport au commerce.

Avant Doha, le problème juridique, apparemment insurmontable, posé par l'Accord sur les ADPIC était de savoir comment procéder à la clarification de l'accord de façon à garantir à la fois le respect des droits de propriété intellectuelle, notamment les brevets sur les médicaments et l'accès aux médicaments essentiels pour les pays pauvres en cas de problème grave de santé publique. Le consensus obtenu pendant la conférence ministérielle et l'engagement des membres à « mettre en œuvre et à interpréter l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle d'une manière favorable à la santé publique, en promouvant à la fois l'accès aux médicaments existants et l'élaboration de nouveaux médicaments » semblaient ne laisser aucun doute, au moins en principe, sur la volonté des membres de l'OMC de faire de la santé l'une de leurs préoccupations majeures dans le « programme de Doha pour le développement », nonobstant la réticence et les intérêts commerciaux de certains d'entre eux, fût-ils les plus influents. Même si l'opposition de ces derniers au langage « rien dans l'accord sur les ADPIC n'empêche ni ne devrait empêcher les membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique » avait constitué le principal nœud gordien dans les négociations, au motif qu'il était trop « extrémiste », son dénouement avait été accueilli avec beaucoup d'espoir par les ONG et considéré par les pays pauvres comme un changement significatif en faveur de la réinterprétation de l'accord.

Plus récemment, dans un ouvrage conjoint, l'OMC et l'OMS ont rappelé les lignes directrices de l'accord en réaffirmant que l'ADPIC permet aux gouvernements d'ajuster l'équilibre fondamental qu'il impose en fonction des objectifs sociaux, des objectifs de développement et des autres objectifs de politique générale du pays. Les règles qu'il contient exigent que la législation nationale prévoit certaines normes de protection minimales, mais elles offrent une très grande latitude quant à la façon de mettre en œuvre ces normes. Dans chaque domaine de la propriété

intellectuelle, les gouvernements ont le droit d'assujettir les droits à des exceptions, à des exclusions et à des limitations, par exemple dans les situations d'urgence nationale, en cas d'utilisation publique à des fins non commerciales ou pour remédier à des pratiques anticoncurrentielles. Ils peuvent le faire, par exemple, au moyen de la concession de licences obligatoires, de régimes d'épuisement ou d'autres types d'exceptions, pourvu que certaines conditions soient remplies.

Depuis Doha, la primauté de la santé sur le commerce est en principe admise à l'OMC. Pourtant, à la lumière des positions adoptées par certains pays développés, dont les Etats-Unis, le Japon, la Suisse et l'UE, qui cachent mal une volonté acharnée de défendre les intérêts de leurs firmes pharmaceutiques, l'ont est en droit s'interroger sur leur engagement à respecter les accords souscrits à Doha.

Le paragraphe 6 de la déclaration de Doha sur l'ADPIC et la santé publique avait en effet enjoint les membres de « trouver une solution rapide à la question de l'accès aux médicaments pour les pays pauvres ayant une capacité de fabrication insuffisante ou n'en disposant pas » avant fin décembre 2002. S'il pouvait sembler plutôt facile, du point de vue de l'éthique et du bon sens, de trouver rapidement un accord sur l'accès des pays pauvres aux médicaments essentiels, pays dont plus du tiers de la population souffre encore du manque de certains médicaments et dont des millions d'habitants sont décimés chaque année par toutes sortes de maladies, l'intransigeance et la rigidité des pays industrialisés ont constitué une entrave majeure à l'obtention d'un consensus.

Certes les points d'achoppement sont nombreux et leurs enjeux complexes. Ils concernent la portée et le champ d'application des licences obligatoires (à savoir, quels médicaments, pour traiter quelles maladies et l'inclusion des diagnostics), les critères d'éligibilité pour les pays bénéficiaires, en particulier les pays en transition et les pays en développement à revenu élevé membres, la question de savoir si les pays développés, ainsi que les pays en

développement, pourraient fournir les médicaments, les sauvegardes contre le détournement de trafic à la fois dans les pays d'exportation (à travers les contrôles obligatoires de la quantité fabriquée et celle exportée, ainsi que sur l'étiquetage/la présentation) et les pays d'importation – (à travers des contrôles – peut-être obligatoires – de la distribution), de même que des dispositions relatives aux notifications et à l'information en direction des détenteurs de droits.

Sommaire

Fondement juridique pour un nouveau régime de traitement différencié	2
Note sur les négociations des engagements spécifiques de l'article XIX : Questions portées à l'attention des pays en développement	4
Les responsables du commerce et de l'environnement progressent sur les liens entre les AEM et l'OMC	6
NEPAD : le contrôle de la « gouvernance » et le commerce au centre des préoccupations de mise en œuvre du NEPAD lors de la conférence de Johannesburg	14
Calendrier et Ressources	24

Fondement juridique pour un nouveau régime de traitement différencié

par Francis Mangeni

La compatibilité entre les arrangements au titre de l'Accord de Cotonou et les règles de l'OMC a généralement été déterminée sur la base de l'article XXIV du GATT de 1994, qui énonce les prescriptions pour les accords régionaux de libre-échange. Peu d'attention a été prêté aux régimes alternatifs potentiels pouvant être mieux adaptés aux circonstances spéciales des arrangements de Cotonou, qui sont une forme de coopération au développement entre pays en développement et pays développés. Le présent article examine d'autres dispositions qui pourraient servir de base pour la compatibilité à l'OMC.

Partie IV du GATT

L'objectif de la Partie IV, introduite dans le GATT en 1965, était de fournir aux pays en développement un régime spécial pour les politiques et programmes visant à promouvoir le développement économique. La Partie IV a figuré dans les accords aux termes de l'article XXIV et dans d'autres programmes d'intégration économique impliquant les pays en développement. Elle prévoit une coopération entre pays développés et pays en développement, et entre pays en développement, à travers des actions individuelles ou conjointes, qui pourraient prendre la forme d'Arrangements commerciaux régionaux (ACR). Les Conventions de Lomé entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) aux termes desquelles les produits des pays ACP bénéficiaient d'un accès aux marchés préférentiels de l'UE en constituent ici un bon exemple.

Les dispositions du traitement spécial et différencié pourraient être une manière de prendre en compte des arrangements commerciaux non-réciproques entre pays en développement et pays développés.

La Partie IV a introduit le principe de non-réciprocité, à savoir que les pays en développement n'étaient pas tenus de faire des concessions en échange d'avantage offerts par les pays développés. Le problème était que les concessions réciproques de toutes les parties, notamment des pays en développement, étaient considérées comme essentielles pour le respect de l'article XXIV. On a systématiquement soutenu que la Partie IV n'était pas une exception aux prescriptions en matière de réciprocité au titre de l'article XXIV. Il n'y avait pas de consensus même quand on invoquait conjointement l'article XXIV et la Partie IV.

Au milieu des années 70, l'appui à la non-réciprocité au titre de la Partie IV a profité du mouvement en faveur d'un nouvel Ordre économique mondial (ceci pourrait expliquer pourquoi cet appui s'est affaibli face à la montée du libéralisme économique). Les Groupes de travail du GATT se sont dits favorablement disposés envers les arrangements entre pays développés et pays en développement, qui incorporent les accords visés à l'article XXIV, tout en impliquant pleinement la coopération financière et technique. Toutefois, si les accords CE-Algérie, CE-Maroc et CE-Tunisie ont

été généralement bien reçus par les Groupes de travail, ceux-ci ont tout de même soulevé la question de la nature exacte de la relation entre la Partie IV et l'article XXIV, et celle de savoir si en fait, la Partie IV autorisait les pays développés à accorder des préférences à certains pays en développement, autrement qu'au titre d'un système généralisé.

Les pays en développement peuvent supprimer les droits et d'autres réglementations restrictives s'il renoncent volontairement à leur droit de non-réciprocité au titre de la Partie IV, mais ne devraient pas être contraints de le faire. Si les prescriptions au titre de l'article XXIV ne sont pas satisfaites, et si les pays en développement ne renoncent pas à leur droit de non-réciprocité, il ne faudrait pas recourir à la dérogation découlant du paragraphe 10. Ce paragraphe permet au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC d'approuver des accords qui ne sont pas en conformité avec les règles de l'article XXIV, à condition que les accords mènent à la formation d'unions douanières ou de zones de libre-échange.

Les dispositions plutôt impératives du paragraphe 1 du Mémorandum d'Accord sur l'interprétation de l'article XXIV – qui énonce que, pour être conformes à l'article XXIV, les unions douanières, les zones de libre-échange et les accords provisoires conclus en vue de l'établissement d'une zone douanière ou d'une zone de libre-échange, doivent satisfaire aux dispositions des paragraphes 5, 6, 7 et 8 – n'affectent pas les droits au titre de la Partie IV, car ces paragraphes ne s'appliquent que lorsque l'on fait relever l'accord de l'article XXIV. Les dispositions impératives du Mémorandum d'accord pourraient être perçues comme prenant en compte la controverse sur la relation entre le paragraphe 4 et les paragraphes suivants de l'article XXIV. La position adoptée ici est que l'article XXIV n'est pas applicable en raison du principe de non-réciprocité, à moins que l'on n'y renonce. Une telle dérogation devrait être explicite, car c'est en partie le manque de dérogations expresses de la part des pays en développement qui a suscité ces débats peu concluants.

L'application problématique de la Partie IV a mené à des décisions visant à clarifier les questions. En 1971, les parties contractantes ont adopté la Décision relative au système généralisé de préférences [Décision SGP] et en 1979 la Clause d'habilitation. La Décision SGP dérogeait à l'article I du GATT, en permettant aux parties contractantes d'accorder des avantages aux pays en développement sans les étendre à toutes les parties contractantes, comme requis au titre du principe de la nation la plus favorisée.

La Clause d'habilitation

La Clause d'habilitation a établi une base solide pour la Décision relative au système généralisé de préférences. Interprété par les pays développés comme n'étant que de nature temporaire, la Décision relative au SGP a pris la forme d'une dérogation d'une durée de 10 ans, expirant en 1981, impliquant l'octroi d'un traitement préférentiel général par les pays développés au sein du large régime de traitement plus favorable pour les pays en développement.

* Francis Mangeni est conseiller au Bureau de Genève de l'Union africaine.

La clause d'habilitation comprend un régime complet pour les accords commerciaux régionaux entre pays en développement. Au nombre des conditions pour un traitement différencié plus favorable au titre de la clause d'habilitation figure le fait que le traitement 'sera conçu pour faciliter et promouvoir le commerce des pays en développement et non pour dresser des obstacles ou créer des difficultés inutiles pour le commerce d'autres parties contractantes.' Le traitement 'ne constituera pas d'entrave à la réduction ou à l'élimination des droits de douane et d'autres restrictions au commerce sur la base de la nation la plus favorisée.' La clause d'habilitation prévoit expressément la notification et la consultation. Ainsi, comme l'article XXIV, elle prend en compte les préoccupations majeures, bien qu'avec relativement moins de rigueur, car les obligations détaillées spécifiées en ce qui concerne le plan, le calendrier et la portée des échanges sont absentes de la clause. Tels étaient les dispositions qui posaient problème.

Concernant les principes de la partie IV, la clause d'habilitation vise essentiellement à servir de base au traitement préférentiel, maintenant appelé traitement différencié et plus favorable. Le principe de non-réciprocité est prévu. Toutefois, des difficultés existent concernant la portée de la non-réciprocité. La clause ne fournit pas d'exemption générale, mais est en fonction de la capacité et des besoins des pays en développement, et est subordonnée à un classement des pays bénéficiaires, d'abord la catégorie des pays les moins avancés puis celle des pays en développement. Ainsi, la première phrase du paragraphe 5 interprète comme suit la non-réciprocité 'les pays développés n'attendent pas des pays en développement, dans des négociations commerciales, qu'ils apportent des contributions qui sont incompatibles avec leur développement individuel, et leurs besoins financiers et commerciaux.' Le paragraphe 6 de la clause prévoit alors 'la plus grande retenue' de la part des pays développés dans la recherche de concessions ou de contributions auprès des pays les moins avancés.

En pratique, donc, là où des concessions sont considérées comme une politique appropriée pour promouvoir le développement économique, on ne dérogera pas du principe de non-réciprocité. En effet, dans cette ère de déréglementation qui prévaut depuis le début des années 80, les pays développés et les institutions financières internationales ont exercé de plus en plus de pressions sur les pays en développement pour qu'ils suppriment les obstacles au commerce et qu'ils libéralisent comme moyen de promouvoir la relance économique. Les pays en développement ont été contraints d'accorder des concessions sur la base d'arguments qui paraîtraient compatibles avec la réserve énoncée dans le principe de non-réciprocité. En substance, toutefois, les pressions dérogent à ce principe, au moins dans la mesure où les pays développés ont exigé les concessions comme conditions pour financer les programmes de développement.

**La clause d'habilitation permet des dérogations
à l'article I chaque fois qu'un traitement
différencié et plus favorable
est jugé approprié.**

La clause d'habilitation est un instrument 'complet' pour les accords commerciaux régionaux entre pays en développement, s'appuyant sur les règles traditionnelles de l'article XXIV et sur les considérations de l'article IV pour les pays en développement, bien que les prescriptions rigoureuses sur un plan et programme et une couverture commerciale en soient absentes.

Dérogations découlant de l'article XXV

Un certain nombre d'accords commerciaux régionaux ont été notifiés au titre de l'article XXV, sur la base de la dérogation du paragraphe 5. Ces accords ne visaient pas des unions douanières ou des zones de libre-échange en tant que telles, mais impliquaient la réduction ou l'élimination des obstacles aux produits des pays en développement. En outre, ils avaient généralement des dispositions relatives au commerce, à la finance et au développement. Les plus remarquables de ces accords sont peut-être les Conventions de Lomé entre la CE et les pays ACP, et les lois américaines accordant un traitement préférentiel aux pays caraïbes et andins.

L'article XXV, intitulé 'Action collective des parties contractantes' a deux aspects. Le premier concerne les réunions des parties contractantes en vue de l'application ou de la mise en œuvre des dispositions pour une action collective, et généralement pour le fonctionnement du GATT de 1947 et la réalisation de ses objectifs.

Le second aspect prévoit des dérogations aux obligations découlant du GATT. La dérogation est applicable dans 'les circonstances exceptionnelles autres que celles qui sont prévues par d'autres articles du présent Accord,' et là où la décision est approuvée par une majorité des deux tiers des parties contractantes, en cas d'absence de consensus. La clause d'habilitation (dans la note de bas de page 2 du paragraphe 2) a introduit d'autres aspects à l'article XXV, en disposant qu'il resterait aux parties contractantes de 'considérer, sur une base ad hoc, au titre des dispositions du GATT en matière d'action collective, toute proposition de traitement différencié et plus favorable ne relevant pas du champ d'application de ce paragraphe.'

Trois questions se sont posées : le sens de 'circonstances exceptionnelles', le point de savoir si la note renvoie à l'action au titre du paragraphe 1 ou 5 de l'article XXV, et celui de savoir si en fait l'article XXV est encore nécessaire au vu des dispositions de l'article IX de l'Accord de l'OMC et du Mémorandum d'accord concernant la dérogation aux obligations découlant du GATT de 1994.

Circonstances exceptionnelles

Les 'circonstances exceptionnelles' relevant du champ du paragraphe 5 sont celles qui ne sont pas expressément couvertes par d'autres dispositions du GATT. Là où d'autres dispositions du GATT permettant l'abandon ou une dérogation à des obligations régissent les circonstances exceptionnelles visées, le paragraphe 5 ne s'applique pas, mais l'action devrait être entreprise au titre de ces dispositions expresses par les parties contractantes agissant collectivement. Les circonstances exceptionnelles, qui ordinairement s'entendent comme des circonstances inhabituelles ou extraordinaires, renvoient, comme c'est le cas dans l'article XXV : 5, à des exceptions aux principales obligations découlant du GATT, pour lesquelles aucune disposition applicable ou d'habilitation n'existe pas. Les circonstances exceptionnelles seront donc de nature juridique, bien que découlant de considérations économiques, politiques ou autres.

Une première tendance était que bien que les parties contractantes aient la capacité générale au titre de l'article XXV :5(a) de déroger à toute obligation découlant du GATT, la dérogation était soumise

(suite à la page 18)

Note sur les négociations des engagements spécifiques de l'article XIX : Questions portées à l'attention des pays en développement

Luis Abugattas Majluf*

Les Lignes directrices et Procédures pour les négociations, adoptées par le Conseil du commerce des services, et réaffirmées par la suite dans le paragraphe 15 de la Déclaration ministérielle de Doha, ont fait de la procédure de présentation de demandes et d'offres la base sur laquelle poursuivre les négociations, en établissant que les listes nationales actuelles devraient servir de point de départ du processus, sans préjudice de la teneur des demandes. Les Membres de l'OMC devraient présenter des offres demandes avant le 30 juin 2002 et des offres initiales d'ici le 31 mars 2003. Certains Membres ont respecté le délai alors que d'autres ont présenté leurs demandes après ce délai.

Toutefois, la majeure partie des pays en développement doivent encore présenter leurs demandes initiales à leurs partenaires commerciaux. Ces pays sont actuellement confrontés à un défi complexe. Dans un contexte où certains Membres appellent déjà à des consultations bilatérales, il est impératif, en premier lieu, d'analyser attentivement puis de réagir aux demandes initiales reçues, mais, de façon plus primordiale, d'élaborer et de présenter des demandes afin de participer de manière effective aux négociations visant à promouvoir leurs propres intérêts commerciaux. Les pays en développement ne devraient s'impliquer dans aucune négociation de fond sur les engagements spécifiques tant qu'ils n'ont pas également présenté leurs propres demandes initiales aux partenaires commerciaux concernés. En conséquence, toute consultation bilatérale préalable à la présentation de demandes initiales ne devrait avoir pour but de clarifier la teneur des demandes reçues d'autres Membres. Aucun « résultat précoce » ne devrait être accepté dans ce processus.

Le temps qui s'est écoulé depuis la Déclaration de Doha, qui a fixé le calendrier du processus de présentation d'offres et de demandes atteste des difficultés rencontrées par un nombre significatif de pays en développement dans l'élaboration de leurs demandes initiales. Trois facteurs différents ont été mis en évidence pour expliquer la situation actuelle : (i) le manque de ressources humaines ; (ii) les complexités inhérentes à l'identification des intérêts commerciaux concrets au niveau national ; et (iii) dans certains cas, le manque de compréhension adéquate de l'AGCS. Toutefois, compte tenu du calendrier convenu pour les négociations, la préparation de leurs demandes initiales, même quand elle rencontre certaines limites, est, pour les pays en développement, une question prioritaire car c'est la seule voie par laquelle ces pays peuvent promouvoir et garantir leur participation croissante au commerce des services. Le principal défi que les pays en développement doivent relever dans les négociations sur la présentation de demandes et d'offres est de rendre effective la « clause de l'effort maximal négocié » figurant dans l'article IV de l'AGCS. Les objectifs fixés pour l'article IV ne seraient réalisés que si les négociations actuelles mènent au renforcement de la capacité nationale à fournir des services dans les pays en développement, à l'amélioration de l'accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information pour les fournisseurs de services dans les pays en développement, et à la libéralisation commer-

cialement significative des marchés des pays développés pour les services et les modes de fourniture présentant un intérêt pour les fournisseurs de services des pays en développement. Une participation active des pays en développement dans le processus est une condition nécessaire pour la réalisation de ces objectifs.

Il faudrait rechercher un résultat positif des négociations à la fois en demandant un accès aux marchés dans les secteurs et les modes de fourniture qui se traduirait effectivement par une hausse des exportations de services, mais aussi en assortissant des conditions nécessaires, à la lumière des objectifs de développement, l'octroi d'un accès aux marchés aux fournisseurs de services étrangers, tel que prévu dans l'article XIX :2 de l'AGCS. Les pays en développement devraient accorder une attention spéciale aux conditions dont ils pourraient assortir l'octroi d'un accès aux marchés pour garantir que la participation des fournisseurs étrangers ne compromet pas les objectifs de politique, fournit des externalités positives et favorise le développement de capacités intérieures. En s'engageant dans les négociations sur la présentation de demandes et d'offres, les pays en développement devraient prendre en compte, entre autres, les questions suivantes :

Cadre institutionnel pour administrer le processus de négociation : Au niveau national, il faudrait accorder une attention spéciale aux arrangements intérieurs pour la coordination intra-gouvernementale, notamment le renforcement de l'articulation entre les délégations venant des capitales et celles basées à Genève, et pour la consultation avec les parties prenantes. C'est seulement à travers des arrangements institutionnels adéquats qu'il sera possible de garantir que les demandes à présenter à d'autres Membres reflètent réellement les possibilités commerciales effectives des pays, et que les offres à présenter tiennent compte des sensibilités des fournisseurs de services nationaux, ou des restrictions ou prescriptions réglementaires pour la libéralisation des marchés. Dans le cadre d'un effort conjoint entre l'OCDE et la CNUCED, les différents mécanismes que certains pays ont mis en place pour administrer les négociations sur la présentation de demandes et d'offres, et les problèmes spécifiques rencontrés par les pays en développement à cet égard, sont en train d'être analysés. Les résultats de cette initiative, à travers l'identification des meilleures pratiques, devraient produire des apports intéressants qui pourraient contribuer à la consolidation des mécanismes intérieurs pour l'administration des négociations sur les services dans les pays en développement et à la prise en compte des problèmes rencontrés actuellement par un nombre significatif de pays en développement, comme ceci a été souligné plus haut. En outre, au niveau régional, les pays en développement engagés dans des régimes de libéralisation du commerce préférentiel des services devraient évaluer les mécanismes de coordination afin d'administrer de manière adéquate l'interface des processus multilatéraux et régionaux. Certains groupes d'intégration entre pays en développement ont déjà établi des mécanismes d'action collective, et sont en train de coordonner leurs offres initiales afin de ne pas compromettre leurs programmes et leurs objectifs régionaux.

* Expert à la section du commerce des services, CNUCED.

« *Limites* » entre les négociations bilatérales pour la présentation de demandes et d'offres et le travail en train d'être accompli dans les organes subsidiaires du Conseil du commerce des services : Quelques-unes des demandes initiales présentées par certains Membres pourraient empiéter sur des questions actuellement traitées dans le Groupe de travail sur les réglementations domestiques (GTRD) et le Groupe de travail sur les règles du GATT (GTRG) et dans le Comité des engagements spécifiques. Certaines des demandes concernent, entre autres, la question des subventions, la réglementation intérieure, et la classification de certains services. Dans certains cas, les questions qui ne pouvaient être résolues de manière multilatérale ont été transférées au niveau bilatéral. Ces demandes devraient être attentivement évaluées à la lumière de leurs conséquences possibles sur le travail mené actuellement dans les organes subsidiaires, et une décision devrait être adoptée au niveau multilatéral en ce qui concerne la nature des demandes que les Membres devraient considérer dans les négociations sur la présentation de demandes et d'offres. En outre, quelques demandes suggèrent l'adoption de définitions sur certains aspects, conditions et termes importants utilisés dans l'établissement de listes d'engagements spécifiques. Un sujet de préoccupation à cet égard est la question de savoir si ces discussions et décisions devraient se faire dans un processus bilatéral ou si une approximation multilatérale pourrait mieux servir les intérêts de tous les participants.

Chronologie des résultats des négociations sur les engagements spécifiques et des négociations sur l'établissement de règles : Les Lignes directrices et Procédures pour les négociations ont établi que les négociations sur l'établissement de règles devaient être achevées avant la conclusion des négociations sur les engagements spécifiques. Les négociations sur l'établissement de règles et celles sur les engagements spécifiques font partie intégrante d'un tout, et la valeur commerciale ou la sensibilité des différents engagements qui pourraient être adoptés par les Membres serait être différente aux termes de règles et disciplines multilatérales diverses relatives aux sauvegardes, aux subventions et à la passation des marchés publics. Ainsi, les faits montrent de manière significative que les services relatifs à l'énergie et à l'environnement sont fortement subventionnés et en même temps, qu'ils figurent au nombre des principaux secteurs dans lesquels certains Membres sont en train de rechercher des engagements forts en vue de la libéralisation. Avec le lancement des négociations sur la présentation de demandes et d'offres, le fait que l'établissement des règles avancera encore plus lentement que dans le passé est un réel sujet de préoccupation. Au vu de l'expérience jusqu'ici négative en ce qui concerne les négociations sur l'établissement de règles aux termes de l'AGCS, Les pays en développement devraient s'assurer que les deux processus avancent à un rythme synchronisé et que dans l'établissement des règles, les intérêts particuliers des pays en développement sont pris en compte de manière adéquate. Le programme de travail adopté par le GTRG le 22 juillet 2002 devrait être exécuté comme convenu. Par contre, certaines décisions devraient être prises à propos de la rapidité des négociations sur la présentation de demandes et d'offres.

Examen et évaluation des progrès dans les négociations sur la présentation de demandes et d'offres : Selon les Lignes directrices et Procédures pour les négociations sur le commerce des services, le processus sera soumis à différents réexamens et évaluations préalablement à l'achèvement des négociations. Les réexamens et évaluations visent à ce que le Conseil du commerce des services

en session spéciale adopte les décisions requises pour garantir la mise en œuvre effective des objectifs et des buts établis dans les articles IV et XIX :2 de l'AGCS. Le paragraphe 14 des Lignes directrices et Procédures pour les négociations établit que « les négociations seront aménagées à la lumière de l'évaluation du commerce des services » qui est une activité permanente du Conseil. A chaque fois que l'évaluation requise par l'article XIX :3 sera achevée, le Conseil devrait décider de l'étendue de l'aménagement nécessaire dans les négociations. Toutefois, le paragraphe 15 introduit des lignes directrices plus claires sur le type d'évaluation que le Conseil en session spéciale devrait mener durant le processus de négociation.¹

Selon le paragraphe 15, le Conseil en session spéciale devrait entreprendre deux actions différentes concernant le réexamen et l'évaluation des négociations. En premier lieu, le Conseil examinera les progrès des négociations pour évaluer dans quelle mesure l'article IV est en train d'être mis en œuvre à travers les engagements spécifiques négociés. Puis, avant l'achèvement des négociations, il procédera à une évaluation des résultats réalisés en ce qui concerne les objectifs de l'article IV. Une mise en œuvre adéquate de l'examen des progrès dans les négociations et l'évaluation globale préalablement à l'achèvement des négociations devraient être des questions prioritaires pour les pays en développement. A travers ces actions, les pays en développement doivent s'assurer que le traitement spécial et différencié au titre de l'AGCS est pleinement mis en œuvre.

Concernant l'examen des progrès dans les négociations devant être entrepris par le Conseil, les pays en développement devraient prêter attention aux questions suivantes : (i) La définition du mécanisme à travers lequel le Conseil effectuera le réexamen, et des critères d'évaluation du niveau de mise en œuvre de l'article V. L'examen des progrès dans les négociations devrait reposer sur les offres initiales présentées par les pays développés Membres, et déterminer dans quelle mesure les offres contribuent aux objectifs énoncés dans l'article IV. Ceci nécessiterait l'analyse des offres initiales présentées, et une évaluation de leur pertinence pour les intérêts des pays en développement. En outre, les offres initiales devraient être évaluées à la lumière des demandes initiales déposées par les pays en développement ; (ii) Le calendrier de l'examen des progrès. Ceci devrait être établi une fois que les offres initiales ont été diffusées (après mars 2003), mais assez tôt avant la Conférence ministérielle, pour rechercher une orientation politique si nécessaire après les résultats de l'examen des progrès ; et (iii) Le type d'action que le Conseil devrait entreprendre, en suggérant des voies et moyens de promouvoir les objectifs de l'article IV, à la lumière de l'examen des progrès dans les négociations. A cet égard, l'examen des progrès pourrait ouvrir la voie à la

(suite à la page 19)

¹ Le paragraphe 15 établit :

« Pour garantir la mise en œuvre effective des articles IV et XIX :2, le Conseil du commerce des services, en session spéciale, en examinant les progrès dans les négociations, considérera dans quelle mesure l'article IV est en train d'être mis en œuvre et proposera des voies et moyens de promouvoir les objectifs qui y sont fixés. Dans la mise en œuvre de l'article IV, il sera également tenu compte des besoins des petits fournisseurs de services dans les pays en développement. En outre, le Conseil procédera à une « évaluation, avant l'achèvement des négociations, des résultats obtenus en ce qui concerne les objectifs de l'article IV. »

Les responsables du commerce et de l'environnement progressent sur les liens entre les AEM et l'OMC

Les responsables des ministères du commerce et de l'environnement des pays Membres de l'OMC ont rencontré, les 11 et 12 novembre, les secrétariats des accords environnementaux multilatéraux (AEM) pour deux réunions consécutives au cours desquelles ils ont examiné la relation entre l'OMC et les AEM, en particulier les voies et moyens d'améliorer l'échange de renseignements entre les deux régimes. La session du 11 novembre, organisée par le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE), était destinée à promouvoir des synergies entre les AEM et l'OMC et à préparer le terrain dans un contexte informel, avant la session spéciale (de négociation) du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) de l'OMC, le 12 novembre. Lors de la réunion du CCE, les Membres ont convenu de la manière de structurer le travail du Comité au titre du paragraphe 31(i) de la Déclaration de Doha (relation entre les règles de l'OMC et les obligations commerciales spécifiques dans les AEM).

La question du statut d'observateur reste litigieuse

De nombreux participants à la session du 11 novembre ont fait part de leur déception à propos de la différence entre les critères relativement transparents concernant le statut d'observateur pour la plupart des AEM, et le blocage actuel à propos du statut d'observateur à l'OMC [le Secrétariat de l'OMC participe à de nombreuses conférences et réunions des Parties des AEM, sur simple manifestation de son souhait d'y assister]. Selon un représentant d'une ONG, la tenue de sessions spéciales informelles du CCE pour l'échange de renseignements avec les AEM ne suffisait pas à remplacer l'octroi aux AEM d'un statut d'observateur dans les sessions spéciales, car ces « sessions spéciales » ne l'étaient que de nom, et n'impliquaient pas de réelles négociations. Du fait que le mandat de négociation de Doha prend en compte les AEM spécifiquement, a-t-il ajouté, il était vital qu'ils participent au niveau des négociations. Ce point de vue a été réitéré par un représentant d'un pays développé à l'OMC, selon lequel une conséquence majeure des réunions des 11 et 12 novembre était « qu'il était crucial d'avoir les AEM dans la salle ».

La question de l'octroi du statut d'observateur aux AEM dans les sessions spéciales (de négociation) du CCE étant toujours bloquée pour des raisons politiques, le CCE avait convenu au début de cette année, de tenir une session spéciale informelle sur l'échange de renseignements avec les AEM (para. 31(ii)), au cours de laquelle les secrétariats des AEM pourraient procéder à des échanges avec les Membres de l'OMC sur les aspects pertinents du mandat de Doha. L'UE continue de faire pression en vue de l'octroi d'un statut d'observateur ad hoc aux AEM, mais en raison de la résistance de l'Égypte, de la Malaisie et d'autres, la question restera probablement en suspens, en attendant qu'une solution soit trouvée au niveau du Comité des négociations commerciales et du Conseil général.

Les Membres conviennent d'une structure de travail pour le paragraphe 31(i)

Lors d'une session informelle du CCE, le 12 novembre, à la suite de la session d'échange de renseignements avec les AEM, les Mem-

bres sont arrivés à un compromis sur une méthode pour structurer les négociations sur la relation entre les AEM et l'OMC, tel que requis aux termes du paragraphe 31(i) de la Déclaration de Doha. Le compromis, qui formule une approche essentiellement 'de la base au sommet' reposant sur des obligations commerciales spécifiques dans les AEM, permet de combler le fossé entre l'UE et la plupart des autres Membres. La plupart des pays avaient été en faveur de la prise en compte de l'article 31(i) à partir des obligations commerciales spécifiques, comme l'avait préconisé l'Australie au printemps dernier, ou plus récemment, la Nouvelle Zélande (voir TN/TE/W/12). L'UE préconisait de débattre d'abord des questions conceptuelles, puis de passer à la prise en compte des questions spécifiques. Le compromis auquel est parvenue la présidente Yolande Bike (Gabon), adopte l'approche des obligations commerciales spécifiques ; mais, tempérant quelque peu sa position, la présidente a déclaré qu'elle soulèverait les questions conceptuelles à mesure qu'elles surviendraient au cours des négociations. Les Membres se pencheront sur le mandat au titre de l'article 31(i) dans cette optique lors de la première session spéciale de 2003 du CCE, en février. Des sources indiquent que de nombreux Membres – mais pas tous – aimeraient que les discussions reposent sur une matrice de juin 2002 révisée du Secrétariat de l'OMC sur les obligations commerciales dans le cadre des AEM (voir WT/CTE/W/160/Rev.1).

Au-delà de la réunion de février, les Membres n'ont pas encore convenu du nombre de réunions du CCE pour 2003.

Les secrétariats des AEM suivants étaient présents à la session du PNUE : La Convention sur la diversité biologique (CDB) et le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux, et la Convention de Ramsar. Lors de la session spéciale du CCE à l'OMC, les secrétariats suivants étaient présents : la CDB, la CCNUCC, la Convention de Rotterdam sur la procédure relative au consentement préalable en connaissance de cause pour certains produits chimiques et pesticides dangereux du commerce international, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, l'Organisation internationale des bois tropicaux, le Forum des Nations-Unies sur les forêts, la Convention de Bâle et le PNUE.

Négociations sur le Mémorandum d'Accord sur le Règlement des Différends : Le Groupe des PMA prend position

Lors de sa session extraordinaire du 9 octobre 2002, l'Organe de règlement des différends de l'OMC a rendu publique une proposition du Groupe des PMA présentée par la Mission permanente de Zambie (TN/DS/W/17). Si l'on peut constater que depuis l'entrée en vigueur des accords, aucun des PMA n'a cherché à régler un différend commercial par le biais du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, cela n'est pas due au fait que les PMA n'ont pas eu de problèmes pouvant être soumis au système de règlement des différends, mais s'explique plutôt par les difficultés d'ordre

structurel et autres que pose le système lui-même. Les négociations sur le réexamen du Mémorandum d'accord doivent aboutir à un système qui facilite et encourage clairement la participation complète des PMA au système de règlement des différends. Pour ce faire, il devrait être tenu compte de leurs spécificités et de bien d'autres préoccupations pour leur garantir l'attractivité du mécanisme.

Réforme de certaines règles régissant la composition et le fonctionnement des Groupes spéciaux

Les PMA notent dans l'ensemble que les réformes devraient toucher le cœur du système, au niveau du Groupe spécial qui est la première instance de solution des litiges, pour gagner en efficacité. C'est ainsi qu'ils préconisent de modifier la composition du Groupe Spécial, de rendre nécessaires les opinions dissidentes tout en garantissant une meilleure prise en compte du traitement spécial et différencié.

Modifier la composition des Groupes spéciaux

La composition du Groupe Spécial pose le problème de la participation des pays en développement au système commercial multilatéral. Dans la réglementation actuelle, la participation d'un ressortissant d'un PMA ou d'un pays en développement au Groupe spécial d'un litige auquel il est partie n'est garantie que si celui-ci en fait la demande expresse. Cette disposition de l'article 8 :10 devrait être modifiée de façon à ce que, dans tout différend concernant un PED, un membre au moins du Groupe Spécial soit un ressortissant d'un pays en développement. Le même raisonnement vaut pour les PMA. En conséquence, la substance de l'article 8 :10 devrait être modifiée pour garantir la participation automatique d'un ressortissant d'un PED, avec une option pour un second représentant s'il en fait la demande

Ainsi, la participation accrue des PMA et PED au processus de résolution des litiges à l'OMC pourrait renforcer la confiance au système et accroître sa visibilité.

Rendre nécessaires les opinions dissidentes

Il ressort de la pratique judiciaire de la Cour Internationale de Justice et de certains systèmes nationaux, que l'utilité des opinions dissidentes est de mettre en évidence des préoccupations ignorées qui peuvent à long terme influencer sur l'évolution du système. Le système de règlement des différends devrait permettre les opinions dissidentes et prévoir une règle disposant que chaque membre d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel devrait donner son opinion, la décision finale étant prise à la majorité. Cette réforme aurait le mérite de tenir en compte des intérêts et points de vue des pays en développement, et permettrait au Groupe Spécial et à l'Organe d'Appel de constituer une jurisprudence propice au développement.

Il est important de noter que dans la pratique, un membre de l'Organe d'appel a pu, une fois, imposer une opinion particulière (notons que le terme «opinion dissidente» n'a pas été utilisé). En effet si les opinions des membres de l'Organe d'appel doivent demeurer anonymes (Article 17 :11 du MA), les opinions particulières ou dissidentes ne sont pas formellement interdites. Le bémol qui pourrait être opposé à la position du groupe des PMA est que les opi-

nions particulières peuvent rendre la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD plus délicate et le travail des Groupes spéciaux chargés d'examiner la compatibilité avec les règles de l'OMC, aux termes de l'article 21.5 du Mémorandum d'accord, beaucoup plus ardu.

Prise en compte du traitement spécial et différencié

Le Groupe des PMA estiment qu'en vertu de l'article 12 :11 du MA, les rapports des groupes spéciaux devraient indiquer expressément la façon dont il a été tenu compte des dispositions pertinentes sur le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement et les pays les moins avancés Membres, qui font partie des accords visés. Les Déclarations et Décisions ministérielles qui confèrent des droits spécifiques aux pays en développement, y compris la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, devraient avoir une valeur juridique et être traitées comme si elles étaient des «accords visés» au sens de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. Il est essentiel d'établir en la matière un équilibre entre les droits, les privilèges et les obligations des pays développés et ceux des pays en développement.

En outre, la prescription énoncée à l'article 12:11 selon laquelle le pays en développement Membre («ou le pays moins avancé Membre») doit mettre en évidence toute disposition sur le traitement différencié et plus favorable pertinente au cours de la procédure de règlement des différends, impose au pays en question une charge juridique additionnelle qui est inutile et contraire au principe juridique bien établi *jura novit curia* (selon lequel le juge ou le tribunal est censé connaître le droit). Le groupe spécial ou la section de l'Organe d'appel chargé d'un différend a le pouvoir d'invoquer tous les principes juridiques applicables.

Amélioration des mesures correctives prévues par le Mémorandum d'Accord

Les mesures correctives dont il est question ici renvoient à deux situations différentes : le cas où un PMA obtient gain de cause dans un litige et le cas où il devra réajuster sa mesure incriminée pour incompatibilité avec les règles de l'OMC. Dans tous ces cas, le Groupe des PMA préconise des réformes qui tiennent compte de leur situation économique. Ces réajustements devraient s'articuler autour de trois points : rendre obligatoire la compensation financière en faveur des PMA, instaurer des mesures de rétorsion collective et l'application d'un principe de «modération» dans les contentieux impliquant un PMA.

Rendre obligatoire la compensation financière en faveur des PMA

L'article 22 du MA offre au Membre ayant eu gain de cause dans un litige deux possibilités de mesures correctives temporaires en attendant la mise en oeuvre intégrale de la recommandation. Ce sont la compensation financière et la suspension de concessions. La suspension de concessions constitue une alternative à la compensation financière. Cet état de fait rend mieux visible la faiblesse des PMA dont les mesures de suspension de concessions ne constituent aucune garantie de sanctions commerciales à l'égard de Membre plus nantis. C'est pourquoi, le Groupe des PMA estime

(suite à la page 8)

Négociations sur le Mémoire d'Accord ... (suite de la page 7)

qu'il faudrait rendre obligatoire la demande de compensation financière qui est la sanction la plus utile pour les pays économiquement faibles. En conséquence, il faudrait revoir le mandat type des groupes spéciaux pour y inclure une disposition impérative prévoyant que les groupes spéciaux devraient demander une étude sur les effets qu'aurait une décision négative prise à l'égard d'un PMA.

Instaurer des mesures de rétorsion collective

L'absence de mécanisme d'exécution efficace et l'effet négatif que peuvent avoir les mesures de rétorsion sur les économies des pays pauvres sont bien connus. Les PMA estiment que l'une des façons de remédier à ce handicap est d'adopter un « principe de responsabilité collective » similaire à celui qui est énoncé dans la Charte des Nations Unies. Selon ce principe, tous les Membres de l'OMC auraient collectivement le droit et le devoir de faire exécuter les recommandations de l'ORD. Si un pays en développement ou un pays moins avancé Membre ayant déposé plainte obtenait gain de cause, la rétorsion collective serait possible automatiquement, au titre du traitement spécial et différencié. Pour autoriser ou non une mesure de rétorsion collective, l'ORD ne devrait pas être lié par la quantification effectuée selon la règle de l'annulation et de la réduction des avantages.

Application d'un principe de « modération » dans les contentieux impliquant un PMA

Le principe de « modération » dont pourrait bénéficier les PMA est prévu à l'article 24 :1 du MA. Ce que le Groupe des PMA demande serait une concrétisation des modalités pratiques de son application.

D'abord, il devrait être précisé la manière de déterminer s'il a été fait preuve de modération et les conséquences qu'aurait le fait d'établir qu'il n'a pas été fait preuve de modération, en adjoignant à un Membre qui se plaindrait du comportement d'un PMA, de recourir obligatoirement aux « bons offices » du Directeur Général. L'objectif est de limiter les plaintes abusives à l'encontre des PMA.

Ensuite, il faudrait réformer dans le sens d'une restriction des sanctions applicables aux PMA. Il est soutenu qu'en fonction de l'incidence négative que peut avoir une mesure de rétorsion prise contre un PMA et des répercussions graves que pourraient avoir aussi une demande de compensation adressée à un PMA, aucune compensation ne devrait être demandée à un PMA Membre. Aucune mesure de rétorsion ne devrait être prise à l'encontre d'un PMA Membre. Les PMA devront retirer une mesure constituant une infraction lorsqu'une décision aura été rendue à leur encontre dans le cadre du système de règlement des différends. C'est la sanction la plus juste pour eux.

En conclusion, on peut mentionner que du fait de leurs faibles capacités humaines et financières, les PMA voudraient que les experts juridiques mis à leur disposition par le secrétariat de l'OMC en vertu de l'article 27 :2 et soumis à une obligation d'impartialité, puissent s'acquitter de leurs fonctions de conseil sans limitation induite liée à des questions d'impartialité, et il devrait être autorisé à assumer pleinement leur rôle de « conseil » au vrai sens du terme et pendant toute la durée du litige.

Règlement des différends : Brésil – sucre et coton

Lors de la réunion de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) du 27 septembre, le Brésil a annoncé son intention (avec l'Australie) d'entamer des consultations avec l'UE à propos des subventions sur le sucre et avec les Etats-Unis, à propos des subventions sur le coton. Dans ce dernier cas, l'affaire du Brésil a reçu un coup de pouce d'un rapport récent d'Oxfam sur l'impact désastreux du soutien au coton des pays développés sur l'Afrique, ainsi que de l'appui potentiel des pays d'Afrique de l'Ouest.

Brésil-Sucre de l'UE

Le Brésil et l'Australie ont entamé, le 27 septembre, des consultations à l'ORD contre l'Union européenne concernant ses subventions sur le sucre. Selon les deux pays, les subventions européennes faussent les échanges et enfreignent les règles de l'OMC. Pour sa part, le Brésil a ciblé les exportations du contingent de sucre dit « C », et les subventions à l'exportation excédant les engagements de réduction de l'UE. Le contingent de sucre C de l'UE couvre le sucre produit en plus des contingents de production intérieure, qui ne peut pas être vendu localement durant l'année de sa production. En raison des subventions à l'exportation, ce sucre est vendu sur le marché mondial, selon le Brésil, en-dessous du coût de production. Dans sa demande de consultations avec l'UE, l'Australie a déclaré que le régime du sucre de l'UE violait de nombreuses dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et du GATT.

Brésil-Coton américain

Toujours lors de la réunion de l'ORD du 27 septembre, le Brésil a demandé des consultations à propos des subventions sur le coton imposées par les Etats-Unis. Le Brésil soutient que les subventions accordées par le gouvernement des Etats-Unis aux producteurs de coton, telles que les prêts à la commercialisation, les crédits à l'exportation, les certificats pour les produits de base et les versements directs sont en train de déprimer les cours mondiaux et portent préjudice aux producteurs de coton brésiliens. Le Brésil soutient que les subventions sur le coton sont exemptées de l'immunité normale accordée au titre de la dite « clause de paix » de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, qui protège les pays ayant recours à des subventions conformes à cet Accord des actions au titre d'autres accords. L'article 13 de l'Accord sur l'agriculture empêche les mesures de soutien interne conformes à la clause de paix d'être contestées comme des subventions ou comme annulant ou compromettant les avantages revenant normalement à un Membre de l'OMC à travers des procédures de règlement des différends. Cette immunité ne s'applique toutefois que tant que le niveau de soutien interne pour un produit de base reste aux niveaux de 1992 ou en-dessous. Le Brésil soutient que depuis 1992, les Etats-Unis ont doublé le niveau de soutien à leurs agriculteurs à travers les programmes de subventions.

Mise en relief de l'impact du coton sur l'Afrique

Dans le contexte du différend sur le coton, Oxfam International a publié, le 30 septembre, un rapport intitulé « Cultiver la pauvreté : Impact des subventions américaines du coton sur l'Afrique ». Le

rapport détaille la manière dont les subventions accordées aux producteurs de coton américains encouragent la surproduction et le dumping des exportations. Selon le rapport, ceci a mené à une baisse artificielle des cours mondiaux du coton, avec des effets dévastateurs pour les producteurs de coton africains, qui se trouvent dans l'impossibilité d'être concurrentiels.

Des sources indiquent que les Membres de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique Occidentale et du Centre (CMA/AOC) pourraient, dans un avenir proche, intenter une action à l'OMC contre les subventions américaines sur le coton. Ces pays seraient en train d'étudier des options pour contester les subventions sur le coton dans les pays développés afin de contrer la crise actuelle sur le marché du coton et d'élargir leurs opportunités d'accès aux marchés. Préalablement, le 24 juin 2002, la CMA/AOC s'étaient réunis à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour rechercher une stratégie commune en vue de faire face à la crise du marché pour les produits du coton. Selon des sources, tant dans le différend sur le coton que dans celui relatif au sucre, il est peu probable que les consultations aboutissent à des règlements mutuellement acceptables. Si aucun accord n'est réalisé à travers des consultations, les différends seront probablement portés au stade des groupes spéciaux au cours des 60 jours à venir.

Les pays développés cherchent à transférer la majeure partie des dispositions du traitement spécial et différencié aux organes pertinents de l'OMC

Le Comité du commerce et du développement de l'OMC (CCD) s'est réuni en sessions spéciales les 17, 18, 21, 22 et 23 octobre pour se pencher sur le réexamen des dispositions du traitement spécial et différencié. En règle générale, les propositions propres à des accords n'ont pas suscité de réactions favorables de la part des pays développés – qui auraient fait des demandes de clarifications supplémentaires, fait des commentaires sur le manque d'efficacité et/ou d'applicabilité des solutions proposées, et suggéré qu'il valait mieux traiter de ces sujets en dehors du CCD (c'est-à-dire dans les organes de l'OMC pertinents). Les discussions ont couvert les accords suivants (dates entre parenthèses) : obstacles techniques au commerce – OTC (17), subventions et mesures compensatoires (21), antidumping (21), sauvegardes (23), et services (23). Les questions transversales, notamment la dernière proposition de la Hongrie, ont été abordées lors de la session du 18 octobre, qui s'est également penchée sur des éléments de l'ordre du jour du 7 octobre. Les discussions en cours sur un mécanisme de contrôle du traitement spécial et différencié ont été reprises lors d'une session informelle du 22 octobre.

Les membres sont en désaccord sur la question du traitement spécial et différencié depuis la première réunion du CCD sur la question, au début de cette année. Lors de la Conférence ministérielle de Doha, fin 2001, les ministres avaient convenu que « toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié seront réexaminées afin de les renforcer et de les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles. » A ce titre, les Membres devaient examiner comment rendre les dispositions plus efficaces et/ou plus impératives avant le 31 juillet 2002. Toutefois, ils n'ont pas été en mesure de parvenir à un accord avant cette date (voir Passerelles, Synthèse mensuelle vol.1 n°6, Août 2002, http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-08/story2.htm) et le délai a été

prorogé au 31 décembre. En outre, des éléments transversaux ont été incorporés au programme de travail, suscitant le mécontentement de la plupart des pays en développement.

Subventions et mesures compensatoires

Lors des discussions sur les subventions et les mesures compensatoires, deux propositions émanant de groupes de pays en développement ont été abordées : TN/CTD/W/1 et TN/CTD/W/3/Rev.2 (disponibles à : <http://docsonline.wto.org>). La première proposition porte sur la suppression du mot « peuvent » de l'article 27.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui énonce : « les Membres reconnaissent que les subventions peuvent jouer un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement Membres » et jette la base du traitement spécial et différencié dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Des pays développés (Australie, Etats-Unis, Suisse, Japon) ont soulevé de nombreuses objections sur cette proposition, étant en désaccord avec l'idée que les subventions sont utiles pour le développement et spécifiant que la proposition modifierait les droits et obligations des Membres. Rejetant ces argumentants, le délégué du Pakistan aurait déclaré qu'il réserverait certainement un accueil favorable à une telle position de la part des pays développés dans les négociations sur l'agriculture. L'UE était en principe en accord avec ses homologues des pays développés, mais a indiqué qu'elle serait disposée à envisager la suppression du terme « peuvent » si « certaines » était ajouté devant le terme « subventions ».

Concernant les propositions figurant dans la présentation du Groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.2), relatives à divers mécanismes pour des exemptions et/ou des prorogations en matière de réduction des subventions contenues dans l'article 27, la plupart des pays développés ont spécifié que des mécanismes suffisants étaient déjà en place et que les périodes de transition proposées étaient trop longues pour être accordées à tous les pays en développement. Les pays développés Membres ont annoncé sans équivoque que tous ces éléments relevaient du Groupe de négociation des règles et non du CCD – ce sur quoi la plupart des pays en développement ont été en désaccord.

Antidumping

Sur l'antidumping, les Membres ont traité de deux éléments de la proposition du Groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.2) – tous deux relatifs à l'article 15 de l'Accord sur l'antidumping – qui aborde le traitement spécial que les pays développés doivent accorder aux pays en développement avant d'imposer des droits antidumping. Ici, la proposition demande une explication de fond et en termes de procédures de la disposition, et spécifiquement, la définition des termes clés.

Les pays développés (UE, Suisse et Etats-Unis) ont de nouveau répondu que l'enceinte adéquate pour traiter de ceci était le Groupe de négociation des règles et/ou le Comité antidumping. La Suisse a également souligné sa conviction que les propositions relatives à cet article n'étaient pas très claires et qu'elles ne contribueraient pas à l'objectif souhaité de rendre cet accord opérationnel. La Zambie aurait, plus tard dans les discussions,

(suite à la page 10)

Les pays développés cherchent à transférer... (suite de la page 9)

posé la question de savoir si la session spéciale du CCD était simplement là pour débattre des propositions sans prendre de mesures, et s'est dite déçue de n'avoir rien de concret à rapporter à ses mandants des pays les moins avancés (la Zambie est actuellement représentante des PMA).

Obstacles techniques au commerce – OTC

Concernant les deux propositions devant être débattues au titre des OTC (TN/CTD/W/2 & W/3/Rev.2), les pays développés ont estimé que la première, sur l'assistance technique obligatoire et préférentielle pour que les pays en développement répondent aux normes techniques, était peu raisonnable et non souhaitable. A propos de la demande du Groupe africain concernant un nouveau fonds pour fournir une assistance technique spécifiquement pour les obligations en matière d'obstacles techniques au commerce et pour les évaluations d'impact des normes techniques sur les pays en développement avant la mise en œuvre, les pays développés ont fait part de leur opposition. Le Canada, le Japon et la Norvège étaient opposés à la création d'un nouveau fonds, la Norvège estimant que la proposition relative à l'évaluation d'impact était peu appropriée car elle « modifierait les droits et obligations des Membres ». La Suisse, le Canada et l'UE ont estimé qu'il valait mieux aborder ces questions dans le Comité des obstacles techniques au commerce.

Questions transversales

La brève session du 18 octobre a repris là où la session du 7 octobre s'était achevée et a vu une brève introduction, par la Hongrie, de son document de synthèse sur les régimes commerciaux préférentiels (TN/CTD/W/16, pouvant être consulté à : <http://docsonline.wto.org>). Il y a eu peu de discussion sur la question de l'utilisation des dispositions actuelles en matière de traitement spécial et différencié ou sur le débat portant sur « les règles à plusieurs niveaux ou à niveau unique ». En revisitant le débat sur les principes et les objectifs, les Etats-Unis et l'UE auraient observé que le développement était un processus dynamique et qu'il avait donc besoin de solutions tout aussi dynamiques.

Mesures sanitaires et phytosanitaires : la Banque mondiale et l'OMC adoptent un mécanisme pour aider les pays en développement à mieux appliquer les normes

Face aux difficultés que rencontrent les pays en développement dans l'application des normes internationales en matière de sécurité alimentaire et de santé des animaux et des végétaux dans le cadre de leurs exportations vers les marchés des pays développés, la Banque mondiale et l'OMC ont décidé de conjuguer leurs efforts pour créer un fond d'aide dénommé « Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce ». Ce fonds auquel la Banque mondiale a apporté une contribution initiale de 300.000 dollars EU, est destiné à encourager des initiatives et à soutenir des nouveaux projets importants pour les pays en développement dans le domaine des normes et de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'exportation. Son administration est confiée à l'OMC qui a déjà prévu d'affecter à son lancement des ressources prélevées sur le Fonds d'affectation spécial pour le programme de Doha pour le développement.

L'initiative de l'OMC et de la Banque mondiale traduit en acte leur engagement, renouvelé à diverses occasions, à aider les pays en développement à mieux tirer profit des Accords de l'OMC, en particulier de l'application de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires dont la maîtrise des différentes dispositions peut permettre aux pays en développement de faciliter l'accès de leurs exportations aux marchés des pays développés.

Diverses organisations telles que la FAO, l'OMS, l'Office international des épizooties OIE), le Codex alimentarius (organisme de normalisation administré conjointement par l'OMS et la FAO) et le secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) devront se joindre à l'OMC et à la Banque mondiale. Leurs actions viendront s'ajouter à l'engagement pris par les pays membres du G8 lors du dernier sommet de Kananaskis, de soutenir et d'appuyer toutes les nouvelles initiatives dans le domaine des normes.

Selon certains travaux de la Banque mondiale, la participation des pays africains à l'élaboration des normes internationales et le respect des principes et des dispositions qu'elles renferment pourraient faire progresser leurs exportations de fruits à coque, de fruits secs et d'autres produits agricoles, ce qui leur ferait bénéficier d'une manne financière estimée à plus d'un milliard de dollars par an. Les études de la Banque mondiale ont également montré que les exportations africaines de bananes pourraient augmenter de 410 millions de dollars par an si les pays producteurs appliquaient les normes internationales relatives aux résidus de pesticides dans les bananes. Les exportations de viande bovine, notamment sud africaines, pourraient connaître également un progression de 160 millions par an avec l'adoption des normes internationales qui fixent les taux minimaux de résidus de médicaments vétérinaires.

Ce fonds concrétise l'engagement conjoint pris à Doha en novembre 2001 par l'OMC, l'OMS, la FAO et l'OIE de travailler ensemble à aider les pays en développement à participer à l'élaboration et à l'application des sanitaires et phytosanitaires.

Conseil des services : les crédits pour la libéralisation autonome et le traitement spécial des PMA divisent encore les membres

Les membres réunis au sein de la session spéciale du Conseil du commerce des services (CCS), du 9 au 12 décembre, n'ont pas été, une fois de plus, en mesure de s'accorder sur une proposition du président, l'ambassadeur Jara, portant sur la mise en place de modalités d'obtention de crédits pour la libéralisation autonome. Le projet de texte du président place le groupe des pays développés et des pays en développement sur le même pied, même s'il ajoute que les Membres, en octroyant des « crédits », devraient tenir pleinement compte des flexibilités accordées aux pays en développement aux termes de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) (particulièrement celles énoncées dans les articles IV et XIX :2 de l'AGCS), et « du plus faible niveau de développement des pays en développement Membres pris à titre individuel, particulièrement les moins avancés d'entre eux-ci. ». Cette formulation avait été ajoutée au projet de modalités antérieur en raison de pressions exercées par un groupe de 24 pays en développement exigeant – au moins – que la pleine réciprocité ne soit pas requise des pays en développement recevant des demandes de « crédits »

des pays développés partenaires. L'on se rappelle que lors de la session spéciale du CCS du 28 octobre 2002, ces 24 pays avaient bloqué la proposition du président et déposé une liste de choix alternatifs possibles pour l'établissement des modalités d'octroi de « crédits » - une initiative que plusieurs autres Membres auraient saluée comme une « avancée positive. »

Le dernier projet de texte du président a encore buté sur les mêmes réticences venant des pays en développement. La Zambie a, dans ce cadre déposé, une nouvelle proposition relative au traitement en faveur des PMA dans les négociations sur les services, proposition également qualifiée « d'intéressante » par les partenaires commerciaux clés.

Modalités d'octroi des Crédits pour la libéralisation autonome

La question de la portée des modalités et des « crédits » pour une libéralisation autonome a souvent constitué un point d'achoppement entre les membres. Le projet de texte révisé du président sur les modalités, publié le 20 Novembre, (JOB(02)/35/Rev.2), est donc venu, après une année et demi de blocage dans les discussions sur la libéralisation autonome, baliser de nouvelles pistes pour faire avancer les négociations. Les Membres ont jusqu'ici été divisés sur quatre principales questions laissées non résolues dans un débat antérieur sur la manière de traiter la libéralisation des services entreprise unilatéralement par les pays depuis la conclusion du cycle d'Uruguay. Les quatre questions sont les suivantes : Membres ayant récemment accédé; « crédits » pour les pays développés; concessions sur le commerce des marchandises; et engagements contraignants en matière de libéralisation autonome.

Un des questions majeures à laquelle le texte tente d'apporter une réponse est celle de savoir si tous les Membres ou seulement les pays en développement devaient être habilités à bénéficier de « crédits » pour la libéralisation autonome. Le texte propose un traitement égal pour tous les membres mais prévoit quelques flexibilités en faveur de certains pays en développement membres.

Des pays comme le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Pakistan, l'Egypte, l'Indonésie et la Thaïlande, auraient toutefois rejeté la nouvelle formulation, considérant qu'elle renferme la notion de gradation (c'est-à-dire de traitement différencié) entre pays en développement mêmes - une idée récemment promue par des Membres tels que l'UE, les Etats-Unis dans le cadre général de la série de négociations de Doha. Les grands pays en développement se sont plutôt dits en faveur du « niveau de développement plus faible des pays en développement » dans l'ensemble, et pas seulement de pays en développement « individuels » Membres.

En outre, certains pays de l'Est Membres, notamment la Hongrie et la Bulgarie - appuyés par le bloc commercial européen - n'ont pas été d'accord sur le texte proposé, car ils revendiquaient également la nécessité d'un certain degré de flexibilité pour les économies en transition. Un observateur a signalé que le président de la session spéciale s'était dit « déçu des chipotages des Membres dans la négociation d'une décision politique qui de toute manière n'était pas juridiquement exécutoire ». Néanmoins, selon les explications d'un délégué, les pays en développement feraient toujours pression pour une formulation en matière de traitement spécial et différencié plus favorable dans les modalités relatives à la libéralisation autonome pour au moins éviter la possibilité de voir « les

pays développés Membres retourner toute la question des « crédits » contre les pays en développement. »

L'on peut se rappeler que lors de la session spéciale du Conseil du commerce des services du 28 octobre dernier, centrée essentiellement sur deux questions horizontales que sont les « crédits » pour la libéralisation autonome et le réexamen de la mise en œuvre de l'article IV de l'Accord général sur le commerce des services - AGCS - (qui facilite l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial des services c'est un groupe de 24 pays en développement qui avait déposé une liste de choix alternatifs possibles pour l'établissement des modalités d'octroi de « crédits » dans ce domaine. Ce groupe était composé de : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la République dominicaine, le Sénégal, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Venezuela et Uruguay.

Traitement spécial en faveur des PMA

C'est la Zambie, au nom des PMA, qui a déposé une proposition informelle sur des modalités pour un traitement spécial en faveur des PMA dans les négociations sur les services en cours (JOB(02)/205). S'appuyant sur une communication informelle antérieure déposée par l'Ouganda (JOB/(02)/30), la Zambie a spécifié que les demandes présentées aux PMA devaient être « limitées en ce qui concerne le nombre de secteurs et de modes de fourniture et la portée des engagements. » Pour les détails, les PMA ont exigé, entre autres, qu'il ne leur soit pas demandé de supprimer les conditions liées aux nouveaux engagements en matière d'accès aux marchés; de prendre des « engagements additionnels » aux termes de l'article XVIII de l'AGCS sur leur réglementation intérieure; qu'on leur accord un plein accès aux marchés et un traitement national dans les secteurs présentant un intérêt pour eux, spécialement dans le mode quatre (mouvement des personnes physiques); que les Membres facilitent l'accès pour les services des PMA à travers la coopération intergouvernementale et l'imposition de disciplines à « certaines pratiques d'affaires qui freinent la concurrence et donc restreignent la participation des PMA » au commerce des services; que les PMA ne soient pas tenus d'accorder des « crédits » pour la libéralisation autonome. En outre, le groupe a demandé aux Membres de financer le transfert de technologie et la formation en faveur des PMA et de les aider effectivement à mener des évaluations nationales pour renforcer leur capacité d'offre, identifier leurs intérêts en matière d'exportation et rehausser leur participation aux négociations.

En juillet dernier, la même démarche avait été initiée par le Sénégal agissant au nom des PMA lors de la session spéciale du CCS du 10 juillet. Le délégué sénégalais avait demandé que ce point soit inscrit comme point permanent à l'ordre du jour de la session extraordinaire. Il avait rappelé qu'en vertu de l'article XIX:3 les lignes directrices pour les négociations devaient établir les modalités du traitement spécial en faveur des PMA Membres, parallèlement aux modalités du traitement de la libéralisation autonome. Il avait constaté en outre que les Membres progressaient dans leurs travaux sur les modalités du traitement de la libéralisation autonome et qu'ils pourraient arriver prochainement à un résultat positif. Par contre, l'établissement des modalités du traitement

(suite à la page 12)

Conseil des services : les crédits pour la libéralisation... (suite de la page 11)

spécial en faveur des PMA Membres était absent des lignes directrices, qui n'y faisaient aucune allusion.

Dans leurs commentaires préliminaires sur la proposition zambienne, des Membres tels que l'UE, les Etats-Unis et le Japon ont généralement réservé un accueil favorable au document qu'ils ont qualifié de contribution intéressante et utile reflétant l'intérêt que les PMA portent aux négociations et leur désir d'y participer. Toutefois, ont-ils déclaré, plusieurs questions soulevées, particulièrement la fourniture d'assistance technique, iraient au-delà de la portée du mandat de négociation, alors que d'autres propositions préjugeraient des résultats de négociations dans le cas de l'octroi d'un plein traitement national. L'UE a soutenu que les modalités devraient aider les PMA à participer à ces négociations et non à les exclure.

Certains Membres ont en outre spécifié qu'afin de prendre en considération les intérêts particuliers des PMA en matière d'exportation dans les offres devant être élaborées, ils devaient connaître les intérêts des PMA dans des secteurs et modes spécifiques. En conséquence, ils ont encouragé les PMA à présenter leurs demandes aux partenaires commerciaux afin que davantage d'aide leur soit offerte en détail. D'autre part, plusieurs grands partenaires commerciaux auraient manifesté leur sympathie, par exemple, pour la proposition de ne pas rechercher de « crédits » pour la libéralisation autonome auprès des PMA Membres.

La prochaine session du CCS se réunira le 13 janvier, après les vacances d'hiver de l'OMC. Elle abordera, entre autres questions, celles qui n'ont pu être discutées lors de la sessions du 9 décembre. Les organes subsidiaires du CCS ont soumis leurs rapports annuels au Conseil. Les rapports soumis étaient les suivants : Comité du commerce des services financiers (S/FIN/8, peut être consulté à : <http://docsonline.wto.org>; Comité des engagements spécifiques (S/CSC/7); Comité des règles de l'AGCS (S/WPGR/8); et Comité de la réglementation intérieure (S/WPDR/4).

**Réexamen du traitement spécial et différencié :
à quelques semaines du délai de référence,
les membres toujours à la recherche d'un consensus**

Alors que l'on s'achemine inexorablement vers le délai de référence du 31 décembre 2002 pour le réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, les membres réunis au sein des sessions spéciales du Comité du commerce et du développement ont multiplié les délibérations et amplifié les débats dans le but de parvenir à un consensus avant la date butoir.

En juillet dernier, le Conseil général avait donné pour instruction à la Session extraordinaire de s'employer sans tarder à exécuter son mandat, énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, de manière à pouvoir faire rapport au Conseil général avec des recommandations claires en vue d'une décision d'ici au 31 décembre 2002. Le Conseil général avait aussi donné d'autres instructions concernant notamment l'examen des propositions axées sur des accords particuliers, l'analyse et l'examen des questions transversales, la mise en place du mécanisme de surveillance, l'examen de propositions relatives

aux arrangements institutionnels ainsi qu'à l'assistance technique et financière et la formation, et concernant l'examen de la façon dont le traitement spécial et différencié peut être incorporé dans l'architecture des règles de l'OMC.

Depuis le rapport à la quatrième réunion du Comité des négociations commerciales (CNC) des 3 et 4 octobre derniers, la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (CCD) a tenu un nombre record de réunions formelles et informelles, les 7 et 18 octobre, le 17 octobre, les 21 et 23 octobre, le 6 novembre, le 12 novembre, le 20 novembre, les 21 et 25, le 29 novembre et les 2 et 3 décembre 2002.

Lors de la séance des 2 et 3 décembre, les membres ont exploré la première mouture du rapport que le CCD doit soumettre au Conseil général au plus tard le 31 décembre, rapport initialement attendu à la réunion du 29 novembre. A cause de la persistance des divergences sur plusieurs points, le rapport n'a pas permis aux membres de progresser sur la base d'actions précises mais s'est borné à indiquer quelques options et pistes pour les futures discussions. Considérant cela, le président du CCD Ransford Smith de la Jamaïque a requis le report des pourparlers sur cette question à la dernière session du Conseil général de l'année 2002, session qui s'est tenue du 10 au 14 décembre.

Aux sources d'une divergence

La cause profonde de la divergence entre essentiellement les principaux pays développés et la plupart des pays en développement porte sur les modalités et la démarche à suivre pour traiter les 85 propositions et plus soumises à ce jour aux sessions spéciales du CCD. (Ces propositions sont disponibles sur sous la côte TN/CTD à <http://docsonline.wto.org>). Subsidiairement, il s'agit aussi pour les membres de s'accorder sur la façon de procéder concernant le mécanisme de surveillance, qui est le seul point théoriquement approuvé dans le rapport remis au Conseil général à la date limite initiale du 31 juillet.

Comment traiter les 85 propositions et plus

La plupart des sessions durant la semaine du 25 au 29 novembre ont été entièrement consacrées à la question de savoir comment classer les propositions en catégories, afin de faciliter les progrès dans les domaines où un accord était possible. Les membres ont également examiné quelles propositions pouvaient éventuellement aller dans quelles catégories et quels délais s'appliqueraient à toute catégories après le 31 décembre. Le Kenya comme l'Inde se sont dits gênés de suivre une approche par catégories, estimant que ceci était un « réajustement » du mandat donné par les ministres à Doha. Une source présente a noté que l'Inde avait déclaré vouloir des recommandations claires sur presque toutes les propositions spécifiques à des accords – indiquant, a poursuivi la source, son acceptation tacite de l'approche.

Avec l'appui de la plupart des pays africains et des PMA Membres, un délégué africain a indiqué plusieurs fois au cours de la semaine que s'il n'y avait pas, de la part des pays développés, de volonté politique d'exécuter le mandat tel que prescrit, la meilleure solution était alors de mettre un terme maintenant aux discussions spéciales et de transmettre un rapport factuel aux ministres lors de la Cinquième Conférence ministérielle à Cancun (septembre 2003) pour leurs apports et leurs clarifications. Le délégué a expliqué

que les sessions spéciales du CCD avaient été un processus très ardu au cours de la dernière année (ayant déjà été prorogée une fois de six mois) et qu'elles mobilisaient une quantité disproportionnée de ressources humaines parmi les petites délégations par rapport aux avantages qu'elles apportaient. En conséquence, en assistant à ces réunions, sa délégation avait sacrifié la participation à d'autres comités importants, et avait donc subi une perte nette, plutôt qu'un gain. Une autre prorogation (jusqu'en 2003), a-t-il conclu, empiéterait sur le travail important requis pour l'agriculture, les services et l'accès aux marchés – ainsi que pour les préparatifs en vue de Cancun.

Propositions pour une approche par catégories

En dépit de ces réserves, deux propositions (informelles) ont été avancées pour des approches par catégories – par le Canada et la Suisse respectivement. La proposition Suisse, qui a reçu un accueil favorable de la part de certains pays en développement, a suggéré une première catégorie là où un consensus semblait possible, un second pour des éléments nécessitant davantage de travail, et un troisième pour des éléments ayant des impacts sur les « droits et obligations » des Membres (et donc sur lesquels il serait difficile d'arriver à un consensus). La proposition canadienne envisageait une première catégorie de propositions qui pourraient être « prises en compte en étoffant les plans d'action, ou en donnant aux comités respectifs la possibilité de prendre en compte la question de manière appropriée et de faire rapport au CCD. » La seconde concernant les propositions portant sur les questions transversales figurant dans le paragraphe 12.1 de la Décision relative à la mise en œuvre (c'est-à-dire l'amélioration des flux d'information, l'incorporation du traitement spécial et différencié à l'architecture des règles de l'OMC, etc.). La troisième concernerait les propositions pour lesquelles le Canada estimait que « la question ou le problème [n'avait] pas été clairement démontrée ou formulée », nécessitant une analyse complémentaire ou devant peut-être être envoyée aux organes pertinents pour clarification.

Lors de la réunion du 26 novembre, il y a eu l'émergence d'une approche fondée sur les catégories qui verrait éventuellement les pays développés accepter un panier initial de questions spécifiques à des accords avant la fin de l'année (certains pays développés auraient lié ceci à l'acceptation d'un mécanisme de contrôle devant démarrer immédiatement ; voir ci-dessous). Les propositions restantes pourraient être traitées de diverses manières, notamment en maintenant certaines ou l'ensemble des propositions au CCD pour la poursuite des négociations (avec une nouvelle date limite) et/ou en envoyant une troisième catégorie aux organes subsidiaires pour un complément de discussions. Cette troisième catégorie, a laissé entendre une source proche des négociations, contiendrait probablement tous les éléments plus litigieux (c'est-à-dire ceux ayant la plus grande importance pour les pays en développement) et pourrait avoir une date limite alignée sur la conclusion de la série de négociations (c'est-à-dire 2005). Parlant des éléments qui pourraient aller aux différents organes, un délégué d'un pays en développement a déclaré « qu'ils auraient prendraient la même voie que les questions de mise en œuvre et deviendraient tout simplement impossibles à suivre. »

Selon un délégué latino-américain, la liste initiale d'éléments potentiels préparée par le président Ransford Smith (Jamaïque) pour le premier panier – qui ont été débattus oralement lors de la session du 26 novembre et qui ont mises en distribution générale par

écrit le 27 – avait peu ou pas de valeur commerciale. En dépit de ceci, a-t-il poursuivi, les pays développés étaient toujours en train de réagir négativement à la plupart de ces éléments, et n'apportaient pas de suggestions concrètes sur les voies et moyens de les améliorer pour les rendre réalisables. Il a noté qu'à son avis, l'état d'esprit au sein du comité se détériorait.

Le mécanisme de contrôle devient une condition

Le mécanisme de surveillance est un élément qui pourrait s'avérer une pierre d'achoppement pour la conclusion d'un accord avant le 31 décembre. Initialement proposé par le Groupe africain, et convenu en principe dans le rapport du 31 juillet, il est passé du stade de concession accordée par les pays développés dans le premier rapport à celui de condition (pour certains pays développés) pour avancer.

Les pays en développement le considèrent comme un mécanisme pour surveiller les résultats du mandat de Doha concernant le réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Le mécanisme contrôlerait tous les Membres, procédant à des analyses et faisant des recommandations sur les voies et moyens d'améliorer la capacité des pays en développement à avoir recours aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié (y compris les mesures devant être prises par les pays développés). A ce titre, les pays en développement le perçoivent comme la dernière étape dans ce processus de réexamen, et ne souhaitent pas définir ses fonctions, sa structure et ses attributions approprié avant le moment approprié.

La plupart des pays développés, d'une part, considèrent le mécanisme ou la « procédure de contrôle » terme utilisé dans la dernière proposition américaine (TN/CTD/W/19), comme un instrument recouvrant tout, assumant un grand nombre de rôles qui autrement relèveraient de la compétence du CCD (notamment l'échange de renseignements entre les différents organes de l'OMC sur le traitement spécial et différencié et la facilitation d'une plus grande cohérence avec les organisations internationales pertinentes). En outre, la proposition américaine considère le mécanisme comme un espace pour évaluer la mise en œuvre et l'utilisation des dispositions relatives au traitement spécial et différencié par les pays en développement, ce que la plupart des pays en développement considèrent avec scepticisme. Faisant référence au nombre de tâches conférées au mécanisme dans la proposition américaine, un expert du commerce laisse entendre qu'il s'agit d'une tentative visant à paralyser le mécanisme en le surchargeant.

Comité de l'agriculture : à trois mois du délai de référence du 31 mars, les membres s'interrogent sur leur capacité à respecter l'échéancier de Doha

Les 18 au 20 et 22 novembre derniers, des pays membres réunis en session spéciale (de négociations) au Comité de l'agriculture ont fait montre de leur scepticisme quant à leurs chances de parvenir à un accord définitif sur des modalités de négociation d'ici à la date limite de fin mars 2003, comme indiqué dans la Déclaration de Doha. Selon certains observateurs, deux nouvelles communications, déposées par le Japon et la Norvège, pourraient être la source de nouvelles divergences dans des pourparlers déjà très

(suite à la page 21)

NEPAD : le contrôle de la « gouvernance » et le commerce au centre des préoccupations de mise en œuvre du NEPAD lors de la conférence de Johannesburg

Les ministres africains chargés des finances, de la planification et du développement économique se sont réunis du 19 au 21 octobre, en Afrique du Sud, pour se pencher sur la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Plus de 500 participants, au nombre desquels une quarantaine de ministres des finances, des gouverneurs de banque centrale, des universitaires et chercheurs, des représentants de la société civile et du secteur privé ainsi que de la communauté internationale ont pris part à cette réunion. Une réunion des experts s'est tenue du 16 au 18 octobre, avant la conférence ministérielle organisée sous l'égide de la CEA autour du thème « Accélération des Performances et des Progrès de l'Afrique : Le Défi du NEPAD ».

Ce thème est une réponse à la demande que les ministres avaient faite l'année dernière, à l'issue de la conférence d'Alger. Ils se sont focalisés à Johannesburg sur les actions nécessaires pour amener les pays africains à traduire les principes et objectifs du NEPAD dans les initiatives prises au niveau national. Parmi ces principes et objectifs, le commerce et les problèmes d'accès aux marchés pour les produits africains occupent une place prépondérante.

C'est conscients de cela que les ministres ont pris l'engagement de faire du NEPAD le levier par lequel l'Afrique doit opérer son insertion progressive dans l'économie globale. Ils ont ainsi réaffirmé leur conviction que le commerce multilatéral et l'ouverture des marchés mondiaux sont les principaux outils capables de générer les ressources financières nécessaires au financement du développement. Cela étant, les ministres ont pris l'engagement dans leur déclaration d'augmenter la représentation quantitative et qualitative du continent africain dans toutes les instances de négociation internationales, en particulier au niveau de l'OMC. A cette fin, ils ont soutenu l'ambition de la CEA d'ouvrir prochainement un bureau permanent à Genève, qui sera chargé de fournir une assistance technique aux négociateurs africains et de contribuer au renforcement des capacités et des positions de négociation africaines.

Dans les paragraphes 14, 15 et 16 de la déclaration issue de la conférence, les ministres se sont encore conformés à l'esprit du NEPAD en appelant les pays développés à garantir un accès libre et sans contingent aux produits africains. Cela passe, selon eux, par l'harmonisation et la simplification des dispositions sur les règles d'origine qui seules peuvent permettre à l'Afrique de tirer profit des opportunités offertes par l'ouverture des marchés, en particulier en ce qui concerne les produits à grande valeur ajoutée.

Toutes les actions et les stratégies destinées à insérer davantage l'Afrique dans l'économie globale ne peuvent cependant être efficaces sans la création préalable à l'intérieur du continent d'un marché ouvert, accessible et harmonisé, par la réduction, voire la suppression, des barrières douanières, l'harmonisation des procédures et la modernisation des infrastructures de production et de circulation. Concrètement, cela doit déboucher sur des décisions politiques majeures en faveur de la coopération interrégionale et du renforcement des communautés économiques régionales, conformément à l'engagement des ministres (paragraphe 16).

Rappelons que dans le domaine spécifique du commerce, le NEPAD cherche à :

- Assurer une participation active de l'Afrique aux échanges commerciaux mondiaux gérés sous les auspices de l'OMC.
- Identifier conjointement les besoins régionaux et continentiels en matière d'assistance technique et les soumettre aux partenaires développés ou à des organisations telles que l'OMC.
- Agir et dialoguer de façon à obtenir et stabiliser le traitement préférentiel consenti par certains partenaires de l'Afrique (Système Généralisé de Préférence (SGP), l'Accord de Cotonou, l'Initiative Tout sauf les armes et l'AGOA etc.) et faire en sorte que la libéralisation multilatérale future n'affecte pas les marges préférentielles offertes par ces arrangements.

Le NEPAD est le fruit de la fusion du Partenariat du Millénaire pour le Programme de Redressement de l'Afrique (MAP), élaboré par les présidents Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, Abdelaziz Bouteflika d'Algérie, Olusegun Obasanjo du Nigeria et Hosni Mubarak d'Egypte, et du plan OMEGA du président Abdoulaye Wade du Sénégal. Il s'inspire également du Pacte pour le Redressement de l'Afrique qui avait été élaboré par la CEA, à la demande des ministres des Finances africains réunis à Addis Abéba en novembre 2000.

Pour le texte complet de la déclaration ministérielle www.uneca.org/fr/conferenceofministers, pour plus d'informations sur le NEPAD, consulter : www.uneca.org/nepad

Réunion de Hararé sur le régionalisme africain et l'OMC : débats sur le NEPAD, l'AGOA et d'autres arrangements commerciaux

Plus de trente représentants de la société civile, chercheurs et universitaires se sont réunis les 29-30 octobre à Harare, au Zimbabwe, pour un atelier régional de deux jours intitulé « L'interface entre le commerce et les accords de partenariat régionaux – Cotonou, AGOA, OMC et NEPAD ». L'atelier était organisé par Consumer Unity and Trust Society-Africa (CUTS-ARC), Mwengo (Zimbabwe) et l'Institute of Global Dialogue (Afrique du sud). Les discussions ont porté sur les processus de négociation en cours des accords commerciaux africains, dans le contexte des perspectives de développement du continent. L'atelier avait pour but d'éclaircir certaines des questions en jeu dans les diverses négociations dans lesquelles l'Afrique est engagée et les avantages en terme de développement de systèmes tels que la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (African Growth and Opportunity Act - AGOA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Cotonou

L'atelier a noté que si l'UE était la force qui impulsait les nouvelles négociations entre l'Europe et le groupe de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – en raison de sa grande compré-

hension de ses relations avec les ACP – on ne pouvait en dire de même des pays ACP eux-mêmes. En raison de ce manque de clarté, ont déclaré les participants à l'atelier, il a été jugé peu probable que la région ACP tire autant d'avantages des accords de partenariat économique ACP-UE éventuels que l'on pourrait l'espérer. Les négociations en vue d'accords de partenariat économique (APE) compatibles avec l'OMC aux termes de l'Accord de Cotonou, ont été lancées en septembre entre les deux groupes de pays (voir Passerelles mensuelle, octobre 2002, http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-10/story2.htm)

Les négociations à Bruxelles contiennent plusieurs propositions visant une ouverture accrue des économies africaines. Toutefois, selon le communiqué final de l'atelier, « certaines des propositions de l'agenda des APE telles que les normes du commerce et du travail, les politiques régissant l'investissement, la concurrence et les droits de propriété intellectuelle sont en contradiction avec les positions des pays africains à l'OMC... A l'OMC, ces pays ont refusé de débattre de nouveaux thèmes tels que les normes du travail, le commerce et l'environnement et les règles multilatérales concernant l'investissement, mais ont convenu de le faire dans le cadre de l'Accord de Cotonou. » Selon les participants à l'atelier, ceci est un sujet de préoccupation pour les pays africains, parce que, non seulement les deux séries de négociations se déroulent simultanément, mais en outre, l'UE jouit de beaucoup plus d'influence et de moyens de pression à l'OMC, menaçant d'affaiblir le pouvoir de négociation des pays africains dans la nouvelle série de pourparlers à l'OMC.

L'atelier a également identifié certains des problèmes dans les propositions d'APE de l'UE, notamment le fait qu'elles visent à diviser les ACP par région et par niveaux de développement, plutôt que par communauté d'intérêts économiques. En conséquence, ont noté les participants à la réunion, les pays africains pourraient être contraints d'adopter des positions divergentes sur les mêmes questions, donnant un avantage à l'UE dans les négociations. Selon le professeur Jasper Okelo de l'Université de Nairobi, les configurations géographiques requises par l'Accord de Cotonou pour la constitution des APE « sont une question difficile et complexe dont la solution demande du temps et une mobilisation de la volonté politique. » Ceci est dû en partie aux chevauchements des groupes commerciaux et économiques chez les ACP, a-t-il déclaré.

NEPAD-OMC

Concernant le NEPAD et l'OMC, l'atelier a noté qu'il y avait des domaines de chevauchement et qu'il fallait donc une plus grande coordination. Ces domaines ont été identifiés comme résultant de l'idéologie économique sous-jacente, avec un accent sur le commerce comme moteur favori de la croissance dans les pays en développement.

AGOA

A propos de l'arrangement bilatéral de l'AGOA, il y a eu un consensus, parmi les experts, sur le fait que plusieurs sujets de préoccupation se sont posés. Il a également été souligné que les règles d'origine de l'AGOA étaient en contradiction avec les règles de l'OMC. S'il y a de nombreuses préférences au titre de l'AGOA, son calendrier était perçu comme étant trop court pour permettre aux pays de développer les infrastructures nécessaires afin de maximiser les avantages découlant de l'arrangement commercial. En outre,

l'AGOA n'est pas un accord de partenariat, car il y a eu peu d'implication des pays africains dans sa préparation.

L'atelier a conclu : « Les pays de la région doivent porter leur attention sur l'élaboration d'une stratégie de développement national générale et d'un train de politiques commerciales appropriées, au lieu de concentrer leurs énergies sur des programmes sectoriels, sources de division, tels que Cotonou, l'AGOA et le NEPAD. » A cet égard, l'atelier a appelé à plus de plaidoyer et d'éducation du public sur le contenu des diverses négociations commerciales et sur les questions en jeu dans ces négociations.

ACP-UE: Une floraison de décisions sur les structures de négociations, les accords de partenariat économique et le programme de Doha....

Le conseil des ministres ACP a tenu une session extraordinaire à Bruxelles les 25 et 26 septembre 2002, en vue de préparer le lancement des négociations des APE avec l'Union Européenne le 27 septembre. Plusieurs décisions ont été prises. Les plus importantes concernent la mise en place d'une structure des négociations Tous ACP, le renforcement des capacités à négocier et à faire face aux effets des APE et le programme de Doha pour le développement.

Mise en place d'une structure des négociations

Conformément aux orientations ACP pour les négociations des APE adoptés par le troisième sommet ACP des chefs d'Etats et de gouvernement (Fidji, juillet 2002), le Conseil des ministres a mis l'accent sur le maintien et le renforcement de l'unité et de la solidarité durant les négociations. Pour ce faire, il a défini un calendrier de négociation et mis en place une structure de négociations. Le conseil a souligné la nécessité d'une approche en deux temps des négociations : une phase Tous ACP et une seconde phase Régionale/Nationale.

Une structure soigneusement étudiée devra accompagner ce choix stratégique. Elle s'articule principalement autour du conseil des ministres, d'un comité interministériel commercial ACP, de groupes de négociations, et de porte-parole. Le conseil des ministres ACP, en tant qu'organe politique de décision le plus élevé, est responsable de l'adoption des positions de négociations sur la base des orientations ACP, de la conduite globale des négociations et de l'approbation des résultats. Quant au Comité interministériel ACP, il assure le suivi et l'évaluation de l'état d'avancement des négociations des APE tout en ayant la possibilité de faire des recommandations appropriées au Conseil des ministres.

Six groupes de négociations vont être créés, dirigés chacun par un porte-parole ministériel désigné par le Conseil. Celui-ci devra s'adjoindre deux porte-parole suppléants avec lesquels il pourra constituer une Troïka.

Pour autant, la préparation des négociations au niveau ministériel reste dévolue aux ambassadeurs, y compris et en étroite collaboration avec ceux en Europe chargés des questions relatives à l'OMC. La préparation technique, elle, reste dévolue au secrétariat ACP avec le concours du groupe consultatif d'experts, des experts représentants les organisations d'intégration économique régionale, des experts nationaux et des fonctionnaires des institutions partenaires.

(suite à la page 16)

ACP-UE: Une floraison de décisions... (suite de la page 15)

Renforcement des capacités à négocier et à faire face aux effets des APE

Dans leurs négociations avec l'Union Européenne, les Etats ACP auront besoin de renforcer leurs capacités non seulement à négocier, mais également à entreprendre des analyses indépendantes des conséquences et des faits nouveaux susceptibles d'influer sur les négociations, intervenant au plan international et, éventuellement, aux plans inter-régional, régional et national. Il a ainsi été décidé de faire entreprendre des études nationales d'évaluation des capacités des Etats ACP à faire face à l'impact des APE. Ces études seront financées sur le programme de renforcement des capacités de 20 millions d'euros, sur la base de termes de référence communs élaborés par le Secrétariat ACP.

En outre, demande est faite à l'Union Européenne d'accélérer la ratification de l'Accord de Cotonou de façon à permettre aux Etats ACP de disposer de ressources du 9ème FED, nécessaires au renforcement de leur capacité à faire face aux effets des APE et au financement du développement.

Par ailleurs, un certain nombre de prérogatives ont été accordées au Comité des ambassadeurs à ces fins. Parmi les plus importantes, on peut noter un mandat d'élaboration, pour la prochaine session du Conseil des Ministres, d'une stratégie de communication et de relations publiques visant à obtenir un appui aux points de vue ACP durant les négociations et à améliorer la visibilité du groupe ACP.

Le comité des ambassadeurs devrait aussi élaborer le complément des thèmes à inclure dans les mandats des groupes de négociations pour assurer la cohérence entre les différents objectifs de négociations tout en examinant les voies et moyens de permettre aux acteurs non étatiques de s'impliquer activement dans le processus de négociation.

Sur le programme de Doha pour le développement

En tenant compte des articles 36 du Titre II, chapitre 2 et 39 du Titre II, chapitre 3 de l'Accord de Cotonou, visant respectivement la conclusion de nouveaux accords commerciaux compatibles avec les règles de l'OMC et une coopération étroite entre l'UE et les ACP en vue de l'identification et de la promotion de leurs intérêts communs au sein de l'OMC, le Conseil a pris un certain nombre de mesures. La première consiste à créer un mécanisme de cohésion entre les Etats ACP membres de l'OMC parmi lesquelles, la mise en place d'un système de consultation et de coordination entre les ambassades ACP basées à Genève et celles de Bruxelles. Il a appelé à la constitution d'un Comité de pilotage conjoint au niveau des ambassadeurs conformément à la proposition faite par le Commissaire européen au Commerce lors de la récente réunion du Comité ministériel commercial ACP-UE.

Le Conseil a exprimé ses préoccupations quant au manque de progrès dans les négociations OMC sur les questions d'intérêt pour les Etats ACP comme le traitement spécial différencié, les règles d'origine, la mise en œuvre, et les petites économies. Il a donné mandat au Comité des Ambassadeurs pour développer une stratégie d'approche pour une participation effective du Groupe ACP à la 5e Conférence ministérielle de l'OMC prévue pour septembre de l'année prochaine à Cancun au Mexique.

ACP-UE : Après la banane, les préférences européennes pour le sucre ACP menacées par les plaintes brésilienne et australienne

Par des lettres datées du 27 septembre 2002, les gouvernements du Brésil et de l'Australie ont saisi l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC d'une plainte visant à réduire voire à supprimer les subventions européennes sur le sucre, et à annuler les préférences commerciales pour le sucre des pays ACP.

Ces deux pays soutiennent entre autres arguments que le régime communautaire applicable au sucre soumet le sucre importé à un traitement moins favorable et qu'il est donc contraire à l'article III:4 du GATT de 1994, étant donné que le sucre importé, contrairement au sucre contingenté des CE, ne répond pas aux conditions requises pour bénéficier du prix d'intervention élevé garanti par ce règlement. Dans un communiqué publié par la mission du Brésil à Genève, il est fait référence au sucre brut importé à des taux préférentiels des pays ACP et raffiné ensuite dans l'UE et réexporté à des prix subventionnés. Le communiqué note que « ces subventions à l'exportation octroyées grâce à cette opération ne sont pas incluses dans les engagements de réduction de l'UE au terme de l'accord de l'OMC sur l'agriculture ».

Il est important de rappeler que l'un des composants importants de la Convention de Lomé est le Protocole du sucre (signé par 16 pays ACP). Il stipule que l'Union européenne peut importer 1,3 million de tonnes de sucre chaque année, à des prix très proches des prix élevés reçus par les fermiers producteurs de sucre de betterave de l'UE.

La levée de boucliers

Aussitôt la plainte déposée, le spectre de la plainte sur la banane a refait surface. Monsieur Pravind Jugnauth, le ministre de l'Agriculture de Maurice, un des plus grands exportateurs ACP de sucre, a tout de suite fait part de son inquiétude : « Nous sommes très inquiets dans la mesure où cette plainte constitue une attaque directe contre les accords préférentiels conclus entre l'UE et les ACP et, par conséquent, contre le Protocole sucre. Le ministre mauricien, qui est également président du comité ministériel ACP sur le sucre, a estimé que « ce sont des intérêts vitaux des pays ACP dont Maurice qui sont en jeu ». M. Jugnauth a affirmé que « compte tenu du danger » que porte cette initiative, il a convoqué le même jour, soit le 27 septembre, une réunion du bureau ministériel des ACP, en tant que porte-parole des ACP sur le sucre. A l'issue de la rencontre, les décisions suivantes ont été prises : 1) les trois ministres présents (Maurice, Fidji et Guyane) vont rester en contact permanent et échanger des informations sur la question ; 2) le groupe consultatif des ambassadeurs sur le sucre au niveau des Bruxelles a convoqué une réunion urgente pour évaluer le défi lancé par le Brésil et l'Australie dans toutes ses dimensions et de suggérer des actions à entreprendre au niveau politique, technique et légal et 3) une ligne de communication a été ouverte avec la commission européenne et auprès de Genève.

Du côté de l'Union Européenne, M. Pascal Lamy a, dans le discours prononcé à l'ouverture des négociations sur les accords de partenariat économique (APE), dénoncé cette attaque venant des pays tiers, attaque qui intervient après celles engagées contre les préférences commerciales sur la banane et le thon. « C'est comme si ils voulaient marquer à leur manière l'ouverture des négocia-

tions ACP/UE sur les APE ; cette attaque australo-brésilienne risque de faire mal aux pays ACP et blesser les 49 pays les plus pauvres de la planète».

Le problème de la compatibilité avec les accords de l'OMC

On assiste de plus en plus à une dénonciation systématique des préférences commerciales octroyées aux ACP. Le reproche principal est qu'elles lèsent les PED non-ACP, qui bien qu'ayant un niveau de développement inférieur ou égal, bénéficient d'un régime commercial moins favorable que celui de Lomé. Du point de vue des règles du GATT, ceci était contraire au principe de la nation la plus favorisée (NPF) dont on ne peut déroger que par le biais de mesures non discriminatoires inscrites dans le système des préférences généralisées (SPG). L'UE avait donc déjà dû obtenir une dérogation spéciale auprès de l'OMC pour maintenir le volet commercial de Lomé IV-bis.

De la même manière que les bananes, le protocole 3 sur le sucre prévoit un traitement spécifique et préférentiel pour les produits provenant des pays ACP qu'il régit, et englobe un engagement des pays de l'UE à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre originaire des pays ACP.

Le précédent de la banane avait permis d'aboutir à la conclusion que les mesures exigées par la convention de Lomé étaient contraires à l'article premier du GATT (clause NPF) sous réserve de la dérogation négociée. Elle avait permis aussi de récuser une justification juridique des préférences dans l'article XXIV du GATT sur les zones de libres échanges et les unions douanières du fait de l'absence de réciprocité exigée par le paragraphe 8 de l'article XXIV.

Bien que les conclusions de l'ORD n'aient concerné que le régime de la banane, elles pourraient s'appliquer à l'ensemble du régime préférentiel de Lomé. En effet, l'article 182 de la Convention de Lomé IV qui régit l'accès en franchise de droit de douane et les marges tarifaires ne concerne pas que la banane, mais aussi les autres produits des Etats ACP dont le sucre et auxquels s'appliquent ces préférences. Cette décision pourrait donc être assimilée à la consécration juridictionnelle de l'incompatibilité du régime préférentiel de Lomé avec le droit GATT/OMC.

Le démantèlement des préférences commerciales en faveur des ACP : Suite et fin

Si cette plainte devait aboutir, elle entraînerait des restrictions encore plus sévères imposées par l'OMC sur les exportations européennes de sucre, réduisant, dans le même temps, les restitutions à l'exportation d'un montant équivalent à celui des importations communautaires préférentielles de sucre en provenance des pays ACP. Cela n'entraînera pas forcément une révision à la baisse du quota ACP, mais pourrait forcer les Etats membres de l'UE à accélérer la réforme du secteur, avec à la clé, l'abandon du soutien au prix au profit des paiements d'aides directes. Une telle réforme compromettrait directement les préférences commerciales accordées sur le sucre aux pays ACP, puisque la Commission européenne estime qu'une baisse de 25 % du prix du sucre européen engendrerait pour les exportateurs ACP une perte de revenu d'environ 250 millions d'euros par an.

La volonté persistante de certains PED de démanteler les préférences commerciales des ACP, ou à tout le moins, leur volonté de

bénéficier des mêmes privilèges commerciaux, prouve encore que l'Afrique devra s'intégrer au système commercial multilatéral en tant qu'acteur à part entière. Après les dernières illusions nées de la dynamique du droit au développement dans les années soixante dix, on semble irrémédiablement s'acheminer vers la fin de ce qu'on a pu appeler la dualité de normes dans le système GATT/OMC. Peut-être devrait-on se diriger vers une autre logique qui consacrerait une différenciation de traitement exclusivement basée sur le niveau de développement et qui favoriserait un régime spécifique pour les PMA ? En d'autres termes, les préférences commerciales non réciproques fondées sur des considérations historiques et géographiques semblent avoir fait leur temps. Dès lors, les seules catégories viables, susceptibles de traitement différencié sont celles basées sur des considérations économiques.

Négociations sur l'accès aux médicaments essentiels... (suite de la page 1)

Peu importe cependant la pertinence, la légitimité ou les enjeux financiers qui sont à la base de telle ou telle position de tel pays évoquant le niveau de développement d'un tel autre. Pour l'OMC, la question de fond se trouve ailleurs. Les médicaments doivent-ils être régis par les lois de l'économie ou appartiennent-ils au registre des droits de l'homme ? Les chiffres répondent d'eux-mêmes.

Selon l'OMS, chaque année, quelque 10 millions de personnes décèdent d'une maladie infectieuse que la science est pourtant en mesure de guérir ou atténuer : sida, tuberculose, paludisme, diarrhées... Sur les 40 millions de personnes vivant avec le virus du sida, 95% sont dans les pays en développement et les trois quarts en Afrique subsaharienne. Une situation qui résulte de plusieurs facteurs : obsolescence des traitements habituels dépassés, abandon de la recherche sur des maladies touchant essentiellement des régions du monde où la population est considérée comme non solvable par l'industrie pharmaceutique, prix trop élevés et finalement, application restrictive de l'accord ADPIC qui couvrent des maladies comme le sida, la tuberculose et le paludisme en laissant en rade des infections telles que la pneumonie, la méningite, le choléra, la diarrhée etc., qui ont développé des résistances et qui continuent de décimer les populations des pays en développement.

Dans les négociations sur l'accès aux médicaments essentiels, tout le monde sait que les laboratoires pharmaceutiques d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon opèrent dans l'ombre et font pression pour que l'application flexible du droit des brevets qu'implique l'extension des génériques ne nuise pas à leurs investissements de recherche et de développement. Une telle attitude aurait certainement eu plus de défenseurs si ces investissements concernaient toutes les maladies, simplement parce qu'elles sont des maladies et qu'elles tuent des êtres humains. Mais, dans le domaine de la recherche développement aussi les inégalités sont criantes, ainsi que le résume fort bien le désormais fameux ratio «90-10» : les neuf dixièmes de la recherche médicale se concentrent sur des maladies des pays riches qui ne représentent que 10% de la population. Ainsi, sur les 1323 nouveaux médicaments qui ont été mis au point entre 1975 et 1999, seulement 13 d'entre eux l'ont été pour des maladies tropicales. Anecdotes mais révélateurs, les recherches sur la calvitie qui ont bénéficié de plusieurs dizaines de milliards de dollars d'investissement en 2000 passent devant des maladies comme la malaria, la tuberculose, la

(suite à la page 18)

Négociations sur l'accès aux médicaments essentiels... (suite de la page 17)

leishmaniose, la maladie du sommeil qui totalisent à eux quatre seulement 383 millions de dollars.

Face à l'impasse dans les négociations sur l'accès aux médicaments essentiels, les ONG qui avaient été très actifs avant et après Doha ne cessent de conseiller aux pays en développement de « quitter les négociations si les solutions proposées sont criblées de limitations et d'obligations ». Le Kenya, au nom du groupe africain a aussi exprimé sa déception, estimant que certaines propositions présentées à Genève sont plus « étroites » que la déclaration de Doha.

Mais au-delà des positions individuelles des pays et des groupes de pays, au-delà des déclarations et des effets d'annonce, c'est la crédibilité de l'OMC et l'avenir des futures négociations qui sont en jeu. En limitant, de quelque manière que ce soit, l'accès aux médicaments essentiels, l'OMC aura choisi le commerce sur la santé des pauvres et apparaîtra davantage comme le « bras armé » des grands laboratoires pharmaceutiques du Nord.

Fondement juridique pour un nouveau régime ... (suite de la page 3)

à certaines conditions. Son application devait se conformer aux objectifs du GATT et ne pas compromettre le commerce des autres parties. Des arrangements pour la protection du commerce d'autres parties comprenaient des prescriptions en matière de notification et de consultation, et des dispositions pour le règlement des différends et les réexamens.

Toutefois, dans le cadre de l'OMC, les 'circonstances exceptionnelles' concernant les ACR au titre de l'article XXV :5 du GATT de 1947 sont apparues dans le contexte d'accords impliquant pays développés et pays en développement, car alors ni l'article XXIV ni la clause d'habilitation – à son entrée en vigueur – n'était applicable et il s'agissait d'une situation qui, manifestement, n'était pas régie par une disposition expresse du GATT.

Note de bas de page 2 de la clause d'habilitation

En raison de la nature générale, sous forme de recommandations, des dispositions de la Partie IV, et du manque de dispositions précises et détaillées sur la manière de mettre en œuvre les engagements, il y a eu par la suite des décisions portant sur des programmes spécifiques, telles que la Décision SGP et la clause d'habilitation. Ces décisions, bien que venant à la suite des dispositions du GATT et de l'action fondée sur le GATT, pourraient être autonomes et servir de base à des mesures prises par les pays développés pour fournir un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement. Mais la source ultime de ces décisions – les dispositions du GATT – est restée disponible pour d'autres nouvelles décisions, et pour d'autres actions. En conséquence, la seconde note de bas de page du paragraphe 2 de la Clause d'habilitation a eu pour effet de créer une disposition alternative ou supplémentaire au GATT de 1947. Toutes les dispositions du GATT relative à l'action collective, telle que définie dans l'article XXV :1, sont restées disponibles quand il y a lieu et s'il y a lieu, ainsi que les dispositions relatives à la dérogation au titre du paragraphe 5 du dit article.

L'effet de la note de bas de page est que l'action en vue d'un traitement différencié et plus favorable n'a pas besoin de reposer sur des instruments prenant la forme de dérogations temporaires,

telles que la Décision SGP, car la clause a une durée illimitée et une dérogation générale aux obligations découlant de l'article 1 est prévue dans le cadre de l'action collective. Avec la clause d'habilitation, il ne fait aucun doute qu'il peut y avoir des dérogations à l'article 1 dans toute situation où le traitement différencié et plus favorable est jugé approprié. Il y a des dispositions pour une action collective au titre du GATT qui ne spécifient pas que cette action vise un traitement différencié et plus favorable à l'intention des pays en développement. L'article XXV :1, par exemple, prévoit une action collective 'afin de faciliter le fonctionnement de l'Accord et de permettre d'atteindre ses objectifs'. Bien que cet article ne spécifie pas qu'il sert de base au traitement différencié et plus favorable, la référence, dans la note de bas de page, à l'action collective a pour effet de placer le traitement différencié et plus favorable dans son champ d'application.

La relation entre la note de bas de page 2 et les dispositions du GATT est donc la suivante : la note de bas de page renvoie généralement aux dispositions du GATT pour une action collective par les parties contractantes, c'est-à-dire qu'elle permet une action ad hoc si elle vise un traitement différencié et plus favorable.

L'article XXV du GATT sera utilisé si la Clause d'habilitation ou d'autres instruments non-GATT ne sont pas applicables

En conséquence, le premier point de référence dans le GATT doit être l'article XXV qui traite spécifiquement de l'action collective. Les deux volets de l'action collective dans l'article XXV seront disponibles pour le traitement différencié et plus favorable. En premier lieu, il y aura un traitement relevant des dispositions expresses du GATT en matière d'action collective. En second lieu, il y aura un traitement non prévu au titre de ces dispositions, sauf dans l'article XXV. Dans de tels cas, le traitement relèvera d'une dérogation au titre l'article XXV:5. Toutefois, si les alinéas du paragraphe 2 de la clause d'habilitation s'appliquent, il sera tout simplement inutile de recourir au GATT.

Les relations entre l'article XXV, la partie IV du GATT et la clause d'habilitation en ce qui concerne les accords entre un pays développé et certains pays en développement aux fins de promotion du développement économique dans ces derniers pays, ont été prises en compte dans une demande de dérogation présentée par les Etats-Unis pour la 'United States Caribbean Basin Economic Recovery Act' de 1983. Les Etats-Unis ont présenté une demande de dérogation au titre à la fois de la note de bas de page 2 du paragraphe 2 de la clause d'habilitation et du paragraphe 5 de l'article XXV. Durant les débats du groupe de travail, différentes dispositions alternatives au titre desquelles l'accord aurait pu être invoqué ont également été examinées par les délégations.

Toutefois, plusieurs membres du groupe de travail ont déterminé qu'une dérogation au titre du paragraphe 5 serait plus à même de fournir 'des garanties adéquates à toutes les parties contractantes que leurs droits ne seraient pas compromis'. Ceci était regrettable spécialement en raison du fait qu'on présumait que l'action au titre d'autres disposition ne fournirait pas les garanties de base contre la réduction des avantages, quand de telles garanties avaient été pleinement prévues dans le cadre de toutes les dispositions alternatives. Le choix devait donc être fondé sur d'autres raisons.

Le choix aurait dû dépendre d'une détermination des dispositions qui couvriraient le mieux la situation visée. Les objectifs de déve-

loppement de l'accord étaient ceux relevant de la partie IV, et les dispositions les plus appropriées étaient donc celles de l'article XXVI :1, conjointement avec les articles XXXVI, XXXVII et XXXVIII :1, au titre desquels une partie contractante peut engager d'autres parties contractantes à entreprendre une action en vue de la réalisation des objectifs généraux du GATT.

Selon le conseiller juridique du directeur général du GATT, l'intention des rédacteurs était que la note de bas de page 2 renvoie à la disposition relative à la dérogation (article XXV :5). Mais à son avis, la note devrait renvoyer à l'action collective au titre du paragraphe 1, auquel cas il aurait fallu trouver des dispositions GATT en appui. Si la note renvoyait aux objectifs généraux du GATT, alors la partie IV aurait couvert les objectifs de développement concernant les pays en développement. Dans les deux cas, l'article XXXVIII [sur la mise en œuvre des objectifs de la partie IV] aurait été applicable.

Toutefois, l'article XXXVIII :2(a) s'applique là où il faut entreprendre une action collective. Dans le cas d'une action entreprise par une partie contractante, où cet article est inapplicable, on peut, disons, au titre de l'article XXXVIII :1, engager les parties contractantes à agir au titre du second volet de l'article XXV :1, à savoir en vue de la réalisation des objectifs du GATT, par référence dans ce cas à l'article XXXVI. Le point de vue du conseiller juridique semble donc valable en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article XXV, mais peut-être contestable en ce qui concerne l'article XXXVIII.

Quand Lomé III est intervenu, les parties avaient agi dans le cadre de la dérogation du paragraphe 5 au motif que la convention était en pleine conformité avec le GATT, notamment la partie IV. Toutefois, la conformité n'a pas été maintenue par la suite et on a fait relever Lomé IV de la dérogation du paragraphe 5. Après la Caribbean Basin Economic Recovery Act, les Etats-Unis ont de nouveau présenté une demande de dérogation au titre de la note de bas de page 2, concernant la loi Andean Trade Preferences Trade Act, et cette fois-ci, les parties contractantes l'ont accordée avant l'examen de la demande par un groupe de travail. Cette procédure a suscité de fortes critiques durant les débats du groupe de travail, la solution préférée étant que l'examen par le groupe de travail devrait précéder l'octroi d'une dérogation – ce qui, semble-t-il, aurait été naturel.

La pratique jusqu'ici, semble donc se limiter à une interprétation de l'article XXV qui n'est pas entièrement exhaustive dans la mesure où le paragraphe 1 a rarement été utilisé pour les accords commerciaux régionaux ; les dérogations au titre du paragraphe 5 ont été préférées à la place.

Un nouveau régime pour les dérogations

Les changements dans les dispositions relatives aux dérogations ont été introduits dans l'Accord sur l'OMC, essentiellement à l'instigation de la Communauté européenne. Le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994 prévoit qu'une dérogation existant à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, prendra fin à son expiration ou deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord, selon que l'un ou l'autre intervient en premier, à moins qu'elle ne soit renouvelée selon de nouvelles procédures, ce qui nécessite – entre autres – que la demande décrive les mesures proposées, les objectifs de politique, et les raisons pour lesquelles les objectifs ne peuvent être réalisés en conformité avec les obligations du Membre.

Aux termes de l'article IX de l'Accord de l'OMC, la demande doit d'abord être présentée au Conseil pertinent établi au titre du GATT de 1994, de l'AGCS et de l'Accord sur les ADPIC.

Toute dérogation accordée doit spécifier les circonstances exceptionnelles, les termes et conditions et la date d'expiration. Les dérogations d'une excédant un an font l'objet de réexamens annuelsastreignants, au cours desquels on détermine si les circonstances exceptionnelles prévalent toujours et si les termes et conditions ont été respectés. On peut mettre fin aux dérogations quand les circonstances exceptionnelles n'existent plus, ou on peut les proroger ou les modifier.

Ces dispositions larges modifient profondément l'article XXV du GATT. Toutefois, la procédure de consultation de base et la primauté du système multilatéral continueront de faire partie des termes et conditions devant être spécifiés dans la décision relative à la dérogation. Les décisions découlant de l'article XXV fourniront certainement une orientation précieuse. Les termes et conditions concernant les accords commerciaux régionaux sont susceptibles de refléter les considérations générales (mentionnées ci-dessus).

Bien que la Conférence ministérielle de Doha ait octroyé à l'Accord de Cotonou une dérogation au titre de la nation la plus favorisée (NPF), la couverture des accords commerciaux régionaux par les différents instruments de traitement différencié et plus favorable de l'OMC reste au premier rang des préoccupations des pays ACP au moment où ces pays sont engagés dans des négociations avec l'UE sur des Accords de partenariat économique compatibles avec l'OMC, qui doivent remplacer les arrangements de Cotonou en 2008.

Note sur les négociations des engagements ... (suite de la page 5)

multilatéralisation de certaines des questions de l'agenda de négociation ayant une importance spéciale pour les pays en développement, et pour lesquelles on pourrait attendre de meilleurs résultats d'ensemble à travers des négociations multilatérales plutôt qu'à travers un processus de demandes bilatérales.

Concernant l'évaluation devant être effectuée par le Conseil en session spéciale avant l'achèvement des négociations, les pays en développement devraient s'atteler à rechercher la clarification de la relation entre l'évaluation devant être menée par le Conseil aux termes du paragraphe 15 et l'évaluation globale du commerce des services et l'ajustement possible des négociations préconisé dans le paragraphe 14.

Multilatéralisation de certaines questions revêtant une importance particulière pour les pays en développement : Les Lignes directrices et Procédures pour les négociations n'excluent pas la possibilité d'une négociation multilatérale de certaines questions. Les pays en développement pourraient envisager de faire évoluer certaines négociations sectorielles vers un cadre multilatéral compte tenu du fait que dans le processus bilatéral, les résultats dépendraient du pouvoir de négociation des pays pris à titre individuel. Une négociation multilatérale pourrait accroître la possibilité de réaliser les objectifs de négociation des pays en développement dans certains domaines cruciaux. La multilatéralisation

(suite à la page 20)

Note sur les négociations des engagements ... (suite de la page 19)

des négociations pourrait être une mesure adéquate à adopter par le Conseil du commerce des services en session spéciale au cas où, dans l'examen des progrès requis dans le paragraphe 15 des lignes directrices, il est conclu que les objectifs de l'article IV ne sont pas en train d'être réalisés. Par exemple, le mouvement des personnes physiques fournisseurs de services est, pour les pays en développement, un domaine revêtant une importance particulière qui pourrait ne pas être pris en compte de manière adéquate dans le processus bilatéral. Si tel est le cas, les pays en développement pourraient chercher à relancer les négociations au titre de l'annexe sur le mouvement temporaire des personnes physiques au niveau multilatéral.

Modalités spéciales pour les PMA : Même s'il a été convenu qu'il faudrait accorder une priorité spéciale aux PMA en ce qui concerne la flexibilité dans l'adoption des engagements spécifiques, et que cette priorité devrait s'exprimer dans des modalités spéciales pour les négociations, aucun progrès n'a été réalisé à ce jour dans la définition de ces modalités. La responsabilité de faire des propositions concernant les modalités de négociation possibles a été transférée aux PMA. Toutefois, c'est une question qui a été convenue au niveau multilatéral, et il devrait incomber au Conseil de se saisir de cette question en donnant un contenu aux engagements pris. Les PMA pourraient envisager de limiter leur participation au processus actuel de présentation d'aide jusqu'à la mise en œuvre des modalités spéciales pour leur participation dans les négociations.

Types de demandes à présenter dans le processus : En élaborant leurs demandes initiales, et en analysant les demandes reçues, les pays en développement devraient évaluer les différents types de demandes qui impliquent différents niveaux d'engagement. A cet égard, les types suivants de demandes pourraient être considérés selon les objectifs de négociation particuliers :

- Recherche de la clarification et de l'amélioration technique des listes d'engagements existantes (description claire des limitations MA et NT (?), identification sectorielle, définition des concepts, termes et conditions).
- Recherche de la pleine mise en œuvre des engagements existants.
- Recherche de la consolidation des limitations existantes.
- Recherche de l'adoption d'engagements visant une libéralisation supplémentaire. Elimination des limitations inscrites dans les listes, ou nouveaux engagements consolidant les modes non consolidés et inscription sur les listes des secteurs ou sous-secteurs non inscrits sur les listes.
- Recherche de l'élimination des exemptions MNF.
- Recherche d'engagements supplémentaires au titre de l'article XVIII.

Les pays en développement doivent rechercher des engagements supplémentaires comme moyen de mettre en œuvre l'article IV. La recherche d'engagements supplémentaires au titre de l'article XVIII pourrait revêtir une importance particulière pour les pays en développement, afin d'assurer que l'accès aux marchés qui leur est accordé n'est pas compromis par d'autres mesures qui pourraient éliminer toute possibilité commerciale. Par exemple, les engagements en faveur de la concurrence devant être adoptés par les partenaires commerciaux pourraient être un moyen d'éviter que le comportement dans les affaires n'élimine les avantages attendus de l'accès aux marchés. Des engagements supplémen-

taires relatifs à l'admission et aux permis de travail pourraient rendre les engagements du mode 4 réellement effectifs. En outre, les engagements supplémentaires, qui doivent être analysés au niveau sectoriel, pourraient contribuer, entre autres, avec le transfert de technologie, et le savoir-faire managérial, à la réalisation des préoccupations en termes de politique publique, tels que le service universel, la transparence, et l'asymétrie de l'information, la viabilité des activités de services et l'accès aux réseaux d'information.

UEMOA - OMC : les pays en développement et les pays de l'UEMOA dégagent des positions de négociations communes au sein du Comité de l'agriculture

Les pays de l'UEMOA à l'OMC ont présenté, à la séance extraordinaire du Comité de l'agriculture du 26 septembre, par la voix du Sénégal, une note de synthèse de leurs positions de négociations (G/AG/NG/W/188). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du chapitre V du Protocole Additionnel n° II relatif aux politiques sectorielles de l'Union qui prescrit la mise en œuvre d'une politique agricole commune articulée autour des objectifs suivants : la réalisation de la sécurité alimentaire au sein de l'Union, l'accroissement sur une base durable de la productivité de l'agriculture, l'utilisation optimale des facteurs de production et l'amélioration des conditions de fonctionnement des marchés de produits agricoles et des produits de l'élevage et de la pêche. Les positions communes de négociations partent du constat que la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture n'ont pas apporté les résultats escomptés. Elles se déclinent en deux points essentiels : l'exigence accrue d'une libéralisation des politiques agricoles des pays développés et le renforcement des mesures dérogatoires en faveur des PED et des PMA. Les mesures y relatives concernent les politiques d'accès aux marchés, les mesures de soutien interne et les subventions à l'exportations.

Accès aux marchés

Le problème de l'accès des pays de l'UEMOA aux marchés des pays développés est une constante. On nourrit encore l'espoir que les prochaines négociations sur l'agriculture tiennent compte de ce besoin. La première mesure pourrait consister en une réduction substantielle des crêtes tarifaires par les pays développés au point que les droits de douane ne constituent plus un obstacle de l'accès aux marchés. Dans le même registre, la situation actuelle ne favorise pas la création de valeur ajoutée sur les produits agricoles africains dans la mesure où les produits peu ou non transformés bénéficient d'un taux de taxation plus favorable. Il faudra donc aller dans le sens d'une atténuation de la progressivité des droits pour assurer la diversification de la production agricole des pays en développement.

Soutien interne

La revendication générale posée à ce niveau consiste en une réduction substantielle des mesures de soutien interne, de façon à éliminer le déséquilibre dans l'usage de telles mesures entre les PED et les pays développés.

Plus spécifiquement, il importe de clarifier, voire de réformer l'utilisation des mesures de la « boîte verte » et de la « boîte bleue » par les pays développés. Il est apparu que les mesures de la boîte verte sont utilisées dans le but de contourner les réductions de soutien interne mesurées à partir de la MGS. La subtilité réside dans ce que

la MGS est soumise à un engagement de réduction alors que les mesures de la boîte verte y échappent.

Pour ce qui concerne la boîte bleue, la position africaine se focalise sur la suppression de tout soutien couplé à la production et sur une augmentation des niveaux de minimis pour permettre aux pays en développement de bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre pour mettre en œuvre des mesures appropriées de soutien à leur secteur agricole.

Subventions à l'exportation

C'est connu, les subventions à l'exportation contribuent entretenir des flux de produits artificiellement compétitifs, favorisant ainsi le détournement des échanges, la réduction des activités économiques liées à l'agriculture et la dépendance alimentaire dans les pays en développement. L'élimination de ces pratiques dans les pays développés, pourrait permettre de résoudre les problèmes de sécurité alimentaire dans les PED et permettre aussi aux PMA de bénéficier de plus d'opportunité de promotion de leurs produits agricoles à forte potentiel d'exportation.

Le renforcement des dérogations en faveur des PED et des PMA

Les pays de l'UEMOA élaborent des exigences articulées autour du traitement spécial et différencié, de la création d'une boîte de développement et des mesures sanitaires et phytosanitaires.

Le traitement spécial et différencié

Face aux difficultés économiques croissantes et difficilement solvables à court terme, le traitement spécial et différencié qui constitue une réponse à l'inégalité de niveaux de développement devrait être renforcé et non faire l'objet d'une remise en cause lors des prochaines négociations. L'application de ce principe devrait même se traduire d'avantage dans les textes par le renforcement des dérogations actuelles.

Mieux, une grande flexibilité devrait être accordée aux pays en développement et aux PMA dans l'application de mesures d'urgence pour protéger les petits agriculteurs contre les importations et les pratiques commerciales déloyales, en particulier celles qui affectent la production vivrière de base destinée à la consommation locale.

La création d'une boîte de développement

Compte tenu du rôle de l'agriculture et de ses liens horizontaux avec d'autres secteurs dans les pays de l'UEMOA et dans les pays en développement de manière générale, il est demandé la création d'une «boîte développement» qui aura pour caractéristique principale de conférer une plus grande flexibilité aux orientations des politiques nationales en matière agricole.

L'article 20 de l'Accord sur l'agriculture stipule que les engagements au titre du programme de réformes devraient être pris, en tenant compte des considérations autres que commerciales, y compris la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement.

Les pays en développement pourraient avoir besoin d'accorder à leur secteur agricole des soutiens et aides ciblés. De tels soutiens seraient éliminés, au fur et à mesure de l'augmentation de la compétitivité et de la rentabilité.

Les instruments de la «boîte développement» devraient contribuer à accroître l'offre intérieure de produits alimentaires, notamment d'aliments de base, favoriser un développement agricole durable, améliorer la sécurité alimentaire et l'accessibilité à la nourriture, protéger la production locale des importations à bas prix etc.

Les mesures sanitaires et phytosanitaires

Les normes de qualité et de sécurité qui sont essentiellement déterminées par les pays développés, sont difficiles à atteindre pour les pays en développement et peuvent être utilisées, de façon déguisée, comme mesures protectionnistes par les pays développés. En effet, la plupart des pays de l'UEMOA sont confrontés à un manque d'institutions et de compétences requises pour valider la qualité des produits exportés et celle des produits importés. Pourtant, l'article 9 de l'Accord SPS dispose que les Membres de l'OMC acceptent de fournir une assistance technique aux pays en développement, soit au plan bilatéral, soit par le biais des organisations internationales. Les pays de l'UEMOA demandent par conséquent une application effective de cette mesure permettant la mobilisation de cette assistance ainsi que d'autres moyens, en vue d'assurer la formation du personnel de contrôle des pays en développement, la participation plus effective et plus efficiente des pays en développement aux travaux des comités, la création et le renforcement des capacités d'analyse des laboratoires et services de certification et de contrôle, l'accroissement des capacités d'inspection des services de contrôle. En outre, l'UEMOA propose la négociation de l'introduction d'une «clause de précaution généralisée» aux interdictions pour des raisons sanitaires et phytosanitaires.

Il importe juste de mentionner que pour des raisons liées au calendrier, ce document n'a pas été présenté oralement au Comité de l'Agriculture. Il a été diffusé à dessein pour réaffirmer la proposition globale des pays de l'UEMOA à l'OMC. Pour cette raison, il n'a pas pu être recueillies de réactions provenant d'autres groupes d'intérêts sur les négociations sur l'agriculture.

Comité de l'agriculture : à trois mois du délai... (suite de la page 13)

fortement marqués par le commerce des produits agricoles. Une frustration a également été ressentie sur le fait que l'UE n'avait toujours pas déposé de proposition concrète comprenant des chiffres et des cibles clairs pour les réductions supplémentaires des droits de douane et des subventions.

Les « reculades » du Japon

En dépit de sa volonté de se départir de ses positions antérieures, contenues dans ses textes préliminaires spécifiques sur l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation, certains membres ont jugé que les nouvelles propositions japonaises constituent « un pas en arrière » dans les négociations en cours sur l'agriculture. En conformité avec l'approche de son groupe « Amis de la multifonctionnalité » – qui comprend l'UE et la Suisse – le Japon a déclaré qu'il ne pourrait convenir du recours à ce que l'on appelle la « Formule Suisse » pour les réductions tarifaires, comme l'ont proposé les Etats-Unis et le Groupe de Cairns de producteurs agricoles, en juillet de cette année. Le Japon a également indiqué qu'il souhaitait « maintenir le cadre fondamental actuel des Catégories verte, bleue et ambre [c'est-à-dire « un appui ayant tout au

(suite à la page 22)

Comité de l'agriculture : à trois mois du délai... (suite de la page 21)

plus des effets de distorsion minimale sur les échanges » ; « un appui ayant moins d'effet de distorsion sur les échanges et lié à la production » ; et « un appui ayant des effets de distorsion sur les échanges » respectivement] et que la formule de réduction du Cycle de négociations d'Uruguay (c'est-à-dire une réduction moyenne sur tous les produits et une réduction minimale pour chaque produit) ne devrait être utilisée que pour la réduction de l'appui ayant des effets de distorsion sur les échanges.

En outre, le Japon a exigé plusieurs modifications aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture, par exemple dans le domaine de la sauvegarde agricole spéciale et dans des engagements en matière d'accès minimal. Sur la sauvegarde agricole spéciale, qui ne s'applique actuellement qu'aux produits déclarés qui ont été « tarifés » durant le Cycle d'Uruguay, le Japon a déclaré qu'il aimerait la clause de sauvegarde étendue pour couvrir également tous les produits saisonniers et périssables. Il a en outre proposé de réduire les contingents d'importation de riz en accès minimal de 7,2% actuellement à 5% de la consommation intérieure, ainsi que « de supprimer d'accès supplémentaire due à des retards de tarification ». Au titre de l'annexe 5 de l'Accord sur l'agriculture, la Japon a bénéficié, en raison de son secteur rizicole sensible, d'un « traitement spécial » qui l'exempte de l'obligation de convertir toutes les mesures aux frontières en droits de douane ordinaires durant le Cycle d'Uruguay. Toutefois, le Japon devait maintenir et accroître progressivement les opportunités en matière d'accès minimal pour les exportateurs de riz sur le marché japonais. Dans leurs réponses à la proposition japonaise, les Etats-Unis et le Groupe de Cairns ont exhorté leur partenaire commercial à présenter des cibles spécifiques dans les réductions tarifaires et dans d'autres domaines, le Japon proposant plutôt de se pencher sur la question de savoir quel formule utiliser – la formule Suisse ou le Cycle d'Uruguay.

Nouveau document du Groupe de pays animés du même esprit (Like-Minded Group)

Le Like-Minded Group (LMG) de pays en développement, regroupant des Membres tels que le Pakistan, le Nigeria, le Venezuela et le Sri Lanka, ont déposé une communication compilant et détaillant des propositions antérieures. Entre autres, le Groupe a proposé de d'abaisser tous les tarifs de 50% en trois ans, avec des réductions supplémentaires sur une base moyenne de 50% supplémentaires et un taux minimal de 20% à partir de ce seuil. Selon leur proposition, les pays en développement devraient être en mesure d'exclure certains produits agricoles des engagements de réduction afin de prendre en compte les objectifs de sécurité alimentaire, de développement rural, d'allègement de la pauvreté. Autrement, ils devraient disposer de la flexibilité d'appliquer des taux de réductions inférieurs à ceux des pays développés Membres.

Sur le soutien interne, le Like-Minded Group a proposé un plafond global sur le soutien des Catégories ambre, bleue et verte à 10% de la valeur de la production agricole. Concernant la Catégorie verte, tout soutien fourni par un pays en développement devrait être considérées comme ayant tout au plus des effets de distorsion minimale sur les échanges, à la condition que la productivité du pays soit inférieure à la moyenne mondiale et que les exportations du produit bénéficiant d'un soutien représentent moins de 3,25% du commerce mondial de ce produit pendant 5 années consécutives. En outre, selon le Groupe, plusieurs catégories de

soutien au titre de la Catégorie verte devraient être supprimées de l'annexe de l'Accord sur l'agriculture (la Catégorie verte) et d'autres devraient être modifiées, avec un traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement.

Le LMG a également exigé l'extension de la Catégorie de traitement spécial et différencié (article 6.2 de l'Accord sur l'agriculture) pour supprimer le soutien au titre de la Catégorie bleue et réduire celui au titre de la Catégorie ambre sur une base désagrégée. Ils ont toutefois déclaré que les pays en développement seraient autorisés à maintenir les engagements au titre de la Catégorie ambre au niveau global. Le Groupe a également détaillé sa proposition de remplacer la sauvegarde spéciale par un nouveau mécanisme de sauvegarde auquel seul les pays en développement pourraient prétendre.

L'Union européenne sur la sellette

Face aux diverses pressions qu'elle a subies pour présenter avant fin décembre des propositions chiffrées sur la diminution progressive de ses subventions agricoles, l'UE après avoir promis qu'elle fera de son mieux pour se conformer à ses engagements, a présenté le 16 décembre son projet sur l'agriculture qui prévoit une baisse de 45% des subventions à l'exportation, de 55% des aides extérieures et de 36% des tarifs douaniers. Le plan européen comporte également des mesures spécifiques visant à « améliorer la position des pays en développement » notamment une « franchise de droits » et la fin de tout quota pour « toutes les exportations agricoles des pays en développement ». C'est ainsi que l'UE propose que 50% des importations venant des autres pays en développement soient exonérées de droits de douanes.

La proposition américaine sur les tarifs douaniers essuie la critique des pays en développement

Le 2 décembre dernier, au cours d'une session du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, les Etats Unis ont soumis une proposition de négociations portant sur l'abolition des tarifs douaniers sur les produits de consommation et industriels d'ici 2015. Cette position a été annoncée une semaine auparavant à Washington par Robert Zoellick, le représentant américain pour le commerce, lors de d'une conférence de presse.

Le plan américain prévoit une abolition progressive en deux phases. La première allant de 2005 à 2010 qui consistera à réduire et harmoniser tous les tarifs douaniers des produits de consommation et industriels. Durant cette phase, les Etats Unis proposent d'abolir les tarifs dont le montant est inférieur ou égal à 5%. Pour les montants supérieurs, une formule d'harmonisation est prévue pour réduire toutes les taxes encore existantes à un montant inférieur ou égal à 8% imposables sur les biens de consommations et produits industriels.

Les autres taxes seraient réduites de façon dégressive. Les niveaux de taxation étant ainsi rapprochés, une seconde phase, entre 2010 et 2015, amènerait l'ensemble des droits à zéro. Comparées aux propositions faites par l'Union européenne le 6 novembre, celles des Etats-Unis visent à une réduction des barrières douanières plus rapide et plus radicale, puisqu'elle aboutirait à leur disparition.

Selon l'administration américaine, la proposition de réduction progressive des tarifs s'inscrit en droite ligne du mandat de la conférence ministérielle de Doha qui, à son paragraphe 16, donne instruction aux membres de convenir de négociations qui viseront à « à réduire ou, selon qu'il sera approprié, à éliminer les droits de douane, y compris à réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement ». Anticipant les préoccupations de certains pays en développement dont l'équilibre budgétaire dépend en grande partie des recettes fiscales générées par les taxes douanières, les Etats Unis se sont dits disposés à adapter leur proposition au cas par cas, en particulier pour les PMA, et à appliquer un traitement spécial et différencié en faveur des dépendant fortement de ces revenus.

En se fondant en outre sur l'argument selon lequel la moitié du commerce des pays en développement se fait avec d'autres pays en développement, lesquels contribuent pour plus de 70% des droits de douane collectés dans ces échanges, les Etats Unis ont tenté de démontrer que ces pays peuvent obtenir des bénéfices significatifs en favorisant un meilleur accès réciproque à leurs marchés. Voulant joindre l'acte à la parole, ils se sont dits prêts à mettre sur la table de négociations leurs secteurs sensibles que sont le textile, l'habillement, les chaussures et les verreries.

Mais, en dépit des efforts des Etats Unis pour persuader les autres membres de l'OMC du bien fondé de leur proposition et de l'intérêt qu'elle représente pour eux, celle-ci a été vivement critiquée par plusieurs pays en développement qui ont mis l'accent sur son « irréalisme et son iniquité ». La critique la plus radicale et la plus générale a été que le fardeau de la réduction des tarifs douaniers qui serait imposé aux pays pauvres serait beaucoup plus lourd que celui que devrait consentir les plus industrialisés.

Alors que Singapour, la Nouvelle Zélande, l'Uruguay et l'Australie se sont montrés plutôt favorables à la proposition américaine, un groupe de pays en développement comprenant l'Inde, le Brésil, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines et le Kenya l'a, quant à lui, vivement critiquée.

Pour l'Inde, ces tarifs représentent 30 à 40% des revenus fiscaux de certains pays. Dans un tel contexte, appeler à l'abolition de ces taxes douanières vitales pour les pays en développement est « clairement inéquitable » et dangereux. Des sources proches des milieux du commerce ont indiqué que la Malaisie s'est dite déterminée à « conserver jalousement la protection tarifaire » de son industrie nationale tandis que le Kenya a affirmé la nécessité de protéger son industrie naissante. Se fondant sur les disparités économiques et les différences dans les niveaux de développement entre les pays, les Philippines ont, elles aussi, estimé que le plan américain n'est pas en phase avec la réalité d'un « monde marqué par la pauvreté, le déficit de développement et les problèmes socio-économiques ».

À la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, les ministres se sont entendus pour inclure dans les nouvelles négociations pour les produits non agricoles la réduction, voire l'élimination des droits de douane, notamment en ce qui concerne les crêtes tarifaires, les tarifs élevés, la progressivité des droits, enfin, les barrières non tarifaires. Par « produits non agricoles », on entend toute la gamme de produits « industriels », incluant les produits de la forêt et les produits de la pêche.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ENDA et ICTSD remercient les partenaires pour l'appui qu'ils fournissent à la publication de Passerelles.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye, El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara

Diffusion : Sata Tall

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37

Fax : (221) 822-26-95

E-mail : syspro2@enda.sn

Web : <http://www.enda.sn>



ICTSD
INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492

Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : ictsd@ictsd.ch

Web : <http://www.ictsd.org>



FUTURO
LATINOAMERICANO

PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur : Nicolas Lucas

Editrice : Mariá Amparo Albán

Téléfax : (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail : flla@interactive.net.ec



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels

Editrice : Martina Schaub

Tél : (49-228) 60492-0

Fax : (49-228) 60492-19

E-mail : tradewatch@germanwatch.org

Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin électronique sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à : passerelles.m@enda.sn ou à listserv@iatp.org. Dans le corps du texte, écrivez: subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ENDA ou ICTSD.

Evénements

9 - 11 – 12 décembre, OMC, Genève, Conseil des commerce des services, sessions spéciales.

9 – 13 décembre, Genève, Suisse, Convention de Bâle COP-6. Pour plus de renseignements, contactez le secrétariat de la convention de Bâle. Tel : +41-22-979-8218. Fax : +41-22-797-3454. Email : sbc@unep.ch. Internet : <http://www.basel.int/meetings/calendar.html>.

9- 17, décembre, Genève, Suisse, 4^{ème} session du comité intergouvernemental de l'OMPI sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques, les savoirs traditionnels et le folklore. Pour plus de renseignements, contactez l'OMPI. Tel : +41-22-338-9111. Fax : +41-22-733-5428. Email : WIPO.mail@wipo.int.

13 – 17 décembre, Caire, Egypte, Conférence internationale sur la promotion des meilleures pratiques de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité dans les zones arides et semi-arides. L'objectif de cette conférence est l'approche de meilleures pratiques dans les pays en développement. Pour plus de renseignements, contactez Helen Martin. Fax : +39-040-224-0689. Email : info@twins.org.

16 – 17 décembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

18 – 20 décembre 2002, New Delhi, Inde, Sustainable Agriculture, Water Resources Development, and Earth Care Policies
contact: M. Moni, Tél. 91-011-4362790 ou 4360975, Fax : 91-011-4364873. E-mail : bhoovigyan@rediffmail.com , Website: <http://www.bhoovikas.nic.in>

13 –15 janvier 2003, Louvain, Belgique, Symposium sur l'histoire et la biodiversité forestière : les défis pour la conservation. Pour plus de renseignements, contactez Sofie Bruneel, Laboratoire for Forests, Nature and Landscape research, Catholic University of Leuven. Tel : +32-16-32-97-21. Fax : 32-16-32-97-60. Email : sofie.bruneel@agr.kuleuven.ac.be. Internet : <http://www.agr.kuleuven.ac.be/lbh/lbnl/forestbiodiv/>.

21 – 23 janvier 2003, Afrique du Sud, International Symposium on Water, poverty, and productive uses of water at the household level, Contact: International Water and Sanitation Centre, Tél: 31-15-219-2939, Internet: <http://www.irc.nl/themes/management/prodwat/index.html>

22 – 24 janvier 2003, Stellenbosch, Afrique du Sud, second international symposium on integrated water resources management, Contact: André Görgens, IAHS, Tél : : 27-21-424-5544, Email: agorgens@ing.sun.ac.za

23-27 janvier 2003, Porto Alegre, Brésil, Forum Social Mondial, <http://www.forumsocialmundial.org.br/>

23 – 28 janvier 2003, Davos, Suisse, Forum économique mondial, Email: contact@weforum.org, Web: <http://www.weforum.org>

3 – 7 février 2003, Nairobi, Kenya, UNEP Governing Council, contact: Secretary for Governing Council, UNEP, Tél: 254-2-623431, Email: beverly.miller@unep.org, Web: <http://www.unep.org>

6 – 9 février, Delhi Sustainable Development Summit (DSDS), contact : Telephone: 91-11-468-2100, Fax: 91-11-468-2144, Email: program@teri.res.in, Web Site: <http://www.teriin.org/dsds/>

Documents et ressources

ACADEMIE UNIVERSELLE DES CULTURES, **Quelle mondialisation ?** Grasset Editions, Juin 2002, 353 pages

Amin S, Houtart F, **Mondialisation des résistances, l'Etat des luttes 2002**, Paris, l'Harmattan, 375 pages, Novembre 2002.

Anderson, Kym. March 2002. **Peculiarities of Retaliation in WTO Dispute Settlement**. Adelaide University. Adelaide Books. London

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (CCI) : **Règles commerciales internationales: Manuel de réponses sur les Accords de l'OMC pour les petites et moyennes entreprises exportatrices**. Janvier 2002, 136 pages

CETIM, Via Campesina, **Une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale**, CETIM, octobre 2002. www.cetim.ch

CNUCED, **Le développement économique en Afrique : de l'ajustement à la réduction de la pauvreté : qu'y a-t-il de nouveau ?** 2002, 74 pages

CNUCED, **Rapport sur le commerce et le développement 2002**, 184 pages.

Commission on Intellectual Property Rights. September 2002. **Integrating Intellectual Property Rights and Development Policy**. Commission on Intellectual Property Rights. London

FAO : **Agriculture Mondiale, Horizon 2015 - 2030**, FAO, 2002. <http://www.fao.org>

Holliday, Charles O.; Schmidheiny, Stephan and Watts, Philip. August 2002. **Walking the Talk: The Business Case for Sustainable Development**. Greenleaf Publishing. Sheffield

ICTSD. Août 2002. **Commerce international et développement durable: voix africaines et plurielles**. Editions Charles Léopold Mayer. Paris. <http://www.ictsd.org>, Pour informations E-mail : cbellmann@ictsd.ch

Markandya, Anil and Halsnaes, Kirsten. September 2002. **Climate Change and Sustainable Development**. Earthscan. London

OCDE, **l'agriculture et la libéralisation des échanges : élargir la portée des accords d'Uruguay**, Mai 2002, 215 pages.

OCDE, **La gouvernance pour le développement durable: Etude de cinq pays de l'OCDE** (à paraître en décembre 2002). <http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/oecdbookshop.storefront>

OXFAM. Septembre 2002. **Cultiver la pauvreté : l'impact des subventions américaines au coton sur l'Afrique**. http://www.oxfam.org/fr/pdf/30rapport_coton.pdf

Rafi Khan, Shanrukh (ed.). September 2002. **Trade and Environment – Difficult Policy Choices at the Interface**. Zed

Sánchez Arnau, Juan Carlos. August 2002. **The Generalised System of Preferences and the World Trade Organisation**. Cameron May. London

Solagral, dossier pédagogique : **Aide alimentaire, de la distribution à la participation** – Septembre 2002. http://www.solagral.org/publications/pedago/aide_alim_2002/indexbis.htm